



Société anonyme au capital de 1 006 489 617, 50 euros
Siège social : 29, boulevard Haussmann - 75009 PARIS
552 120 222 R.C.S. PARIS

TROISIEME ACTUALISATION

DU

DOCUMENT DE REFERENCE 2014

Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 mars 2014
sous le numéro D.14-0115.

Première actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mai
2014 sous le numéro D.14-0115-A01

Deuxième actualisation du document de référence déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 4 août
2014 sous le numéro D.14-0115-A02

AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'Autorité des
Marchés Financiers le 6 novembre 2014 sous le numéro D.14-0115-A03. Elle pourra être
utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée
par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de son
signataire

SOMMAIRE

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE 2014

1 - CHAPITRE 1 : HISTORIQUE ET PRESENTATION DE SOCIETE GENERALE	3
1.1 COMMUNIQUEES DE PRESSE ET EVENEMENTS POSTERIEURS AU DEPOT DE LA DEUXIEME ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2014	3
1.1.1 <i>Communiqué de presse du 26 octobre 2014 : SOCIETE GENERALE REUSSIT L'EXERCICE D'EVALUATION COMPLETE DES BILANS BANCAIRES (« COMPREHENSIVE ASSESSMENT ») AU NIVEAU EUROPEEN : CONFIRMATION DE LA SOLIDITE FINANCIERE DU GROUPE</i>	<i>3</i>
2 - CHAPITRE 2 – RAPPORT D'ACTIVITE DU GROUPE	5
2.1 RESULTATS DU 3EME TRIMESTRE 2014 (COMMUNIQUE DE PRESSE DU 6 NOVEMBRE 2014) – ACTUALISATION DES PAGES 24 A 45 DU DDR 2014	5
2.2 POLITIQUE FINANCIERE	31
2.2.1 <i>Situation d'endettement du Groupe.....</i>	<i>31</i>
3 - CHAPITRE 3 : GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	33
3.1 DIRECTION GENERALE.....	33
3.2 COMITE EXECUTIF	33
4 - CHAPITRE 4 : RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES.....	35
4.1 RATIOS REGLEMENTAIRES.....	35
4.1.1 <i>Gestion des ratios prudentiels – actualisation des pages 143 et 144 du DDR 2014.....</i>	<i>35</i>
4.1.2 <i>Encours pondérés des risques (CRR/CRD4, en Md EUR) – actualisation de la page 125 du DDR 2014.....</i>	<i>36</i>
4.1.3 <i>Rapprochement des capitaux propres comptables et prudentiels et ratios CRR/CRD4 – actualisation de la page 145 du DDR 2014.....</i>	<i>37</i>
4.1.4 <i>Ratio de levier CRR.....</i>	<i>38</i>
4.2 RISQUES DE CREDIT : COUVERTURE DES ENGAGEMENTS PROVISIONNABLES - ACTUALISATION DE LA PAGE 160 DU DDR 2014.....	38
4.3 RISQUES DE MARCHE : EVOLUTION DE LA VAR DE TRADING - ACTUALISATION DE LA PAGE 177 DU DDR 2014	39
4.4 RISQUES DE LIQUIDITE	40
4.4.1 <i>Financement de marché – actualisation de la page 192 du Document de référence 2014.....</i>	<i>40</i>
4.4.2 <i>Réserve de liquidité - actualisation de la page 193 du Document de référence 2014.....</i>	<i>40</i>
4.5 RISQUES JURIDIQUES – ACTUALISATION DE LA PAGE 202 DU DDR 2014	41
5 - CHAPITRE 8 : RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE.....	42
5.1 RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE	42
5.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE.....	42
5.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES.....	43
6 - CHAPITRE 9 : TABLE DE CONCORDANCE.....	44
6.1 TABLE DE CONCORDANCE DE L'ACTUALISATION	44
6.2 TABLE DE CONCORDANCE DU RAPPORT PILIER 3.....	46
6.3 TABLE DE CONCORDANCE AVEC LES RECOMMANDATIONS DE L'ENHANCED DISCLOSURE TASK FORCE ..	48

1 - Chapitre 1 : Historique et présentation de Société Générale

1.1 Communiqués de presse et événements postérieurs au dépôt de la deuxième actualisation du document de référence 2014

1.1.1 Communiqué de presse du 26 octobre 2014 : SOCIETE GENERALE REUSSIT L'EXERCICE D'EVALUATION COMPLETE DES BILANS BANCAIRES (« COMPREHENSIVE ASSESSMENT ») AU NIVEAU EUROPEEN : CONFIRMATION DE LA SOLIDITE FINANCIERE DU GROUPE

- **Revue de la qualité des actifs : confirmation de la qualité des portefeuilles d'actifs et des modèles de gestion des risques**
 - Ajustement normatif très limité au regard de la taille du bilan de **-22 points de base sur le ratio Common Equity Tier 1⁽¹⁾ à fin 2013, sans incidence sur les ratios du Groupe**

- **Tests de résistance : solidité financière y compris sous stress sévère, ratios de capital très supérieurs aux exigences fixées dans le cadre de cet exercice**
 - Scénario central : **ratio Common Equity Tier 1⁽¹⁾ à 10,6 %**
 - Scénario de stress sévère : **ratio Common Equity Tier 1⁽¹⁾ à 8,1 %**

La Banque Centrale Européenne (BCE) et l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) publient aujourd'hui les résultats de la revue de la qualité des actifs (« Asset Quality Review ») et des tests de résistance (« Stress Tests ») auxquels ont été soumises les principales banques européennes. Préalable à la supervision bancaire unique de la BCE dans la zone euro, ces deux étapes de l'évaluation complète des bilans bancaires ont suscité une mobilisation de grande ampleur : pendant près d'un an, plus de 800 collaborateurs de Société Générale ont été sollicités ; une centaine d'inspecteurs mandatés par les Autorités de supervision a analysé 9 millions de lignes de crédit et 500 millions de données.

S'appuyant sur des méthodologies très exigeantes, ces exercices confirment la solidité du bilan de Société Générale ainsi que la résilience de son modèle de banque universelle diversifiée.

⁽¹⁾ Les ratios prudentiels cités sont « phasés », c'est-à-dire qu'ils tiennent compte des dispositions transitoires autorisées selon les règles CRR/CRD4, et constituent la base réglementaire applicable jusqu'en 2019

Résultats de la revue de la qualité des actifs : qualité des portefeuilles d'actifs et des modèles de gestion des risques

La BCE et l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) ont tout d'abord revu en profondeur les méthodologies comptables de la banque. Les régulateurs ont ensuite sélectionné et passé en revue près de la moitié des expositions du Groupe selon une méthodologie propre à la BCE, déterminée pour les besoins de l'exercice, portant principalement sur le provisionnement des risques de crédit et la valorisation des risques de marché.

Les contrôles et simulations effectués auraient abouti, au 31 décembre 2013, à un ajustement normatif théorique très limité de -22 points de base sur le ratio Common Equity Tier 1⁽¹⁾, dont -20 points de base au titre du risque de crédit et -2 points de base au titre du risque de marché.

Au plan prudentiel, ces résultats ne modifient pas les ratios du Groupe, tant au titre de 2013 que pour les années suivantes. Du point de vue comptable, cette revue n'aura pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe (moins de 30 millions d'euros avant impôt sur les résultats et de moins de 35 millions d'euros dans les autres éléments de capitaux propres). Ces résultats soulignent la qualité des portefeuilles d'actifs du Groupe et témoignent de la rigueur de ses méthodologies et du pilotage de ses risques.

Résultats des tests de résistance : solidité financière y compris sous stress sévère, ratios très supérieurs aux exigences fixées dans le cadre de cet exercice

Les tests de résistance ont été construits selon des hypothèses très sévères tant du point de vue macroéconomique que de l'environnement des marchés financiers, et une méthodologie très stricte sur un horizon de trois ans. Les résultats de ces scénarios appliqués à Société Générale mettent en évidence la solidité des ratios de capital du Groupe face à des situations extrêmes. Selon les hypothèses retenues dans le scénario central, le ratio Common Equity Tier 1⁽¹⁾ de Société Générale serait de 10,6 %, à comparer à la cible de 8,0 % fixée par la BCE. Dans le scénario adverse, le ratio Common Equity Tier 1⁽¹⁾ s'établirait à 8,1 %, très supérieur au minimum de 5,5 % défini par la BCE dans le cadre de l'exercice.

Commentant les résultats, Frédéric Oudéa, Président-Directeur général, a déclaré : « **Ces résultats confirment la résilience du modèle de Société Générale et démontrent la solidité financière et la qualité de la gestion des risques du Groupe, qui a engagé une transformation en profondeur de son bilan depuis plusieurs années. Il s'agit d'un exercice de transparence sans précédent, qui jette les bases de la nouvelle supervision bancaire unique en Europe et contribuera au renforcement de la confiance dans le secteur. Je tiens à remercier toutes les équipes qui se sont fortement mobilisées au sein de la banque pour assurer la réussite de cette revue approfondie** ».

Société Générale présentera le 6 novembre 2014 les résultats de l'évaluation complète des bilans bancaires de façon plus détaillée, à l'occasion de la publication de ses résultats du troisième trimestre.

2 - Chapitre 2 – Rapport d'activité du Groupe

2.1 Résultats du 3ème trimestre 2014 (Communiqué de presse du 6 novembre 2014) – Actualisation des pages 24 à 45 du DDR 2014

T3-14 : DES RESULTATS ET UN BILAN SOLIDES

- **Produit net bancaire** à 5,9 Md EUR, -1,8% /T3-13**
- **Bonne maîtrise des frais de gestion : -0,4%* /T3-13**
- **Forte baisse du coût du risque commercial, à 58 pb⁽¹⁾ contre 69 pb⁽¹⁾ au T3-13**
- **Hausse de +9,4%* du résultat d'exploitation des métiers**
- **Forte hausse du résultat net part du Groupe à 836 M EUR contre 534 M EUR au T3-13**

- **Ratio CET1 Bâle 3 non phasé de 10,4%**
- **Ratio de levier à 3,8% en hausse de +20 pb /T2-14**

9M-14 : Progression du résultat net part du Groupe à 2 181 M EUR (9M-13 : 1853 M EUR)

- **Produit net bancaire en hausse de +4,2%* /9M-13**
- **Frais de gestion en baisse* : -0,7%* /9M-13**
- **Forte baisse de la charge du risque : -30,6%* /9M-13**
- **BNPA⁽²⁾ : 2,42 EUR**

* A périmètre et taux de change constants.

** Hors éléments non économiques (réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et *Debit Value Adjustment* pour -2 M EUR au T3-14 et -178 M EUR aux 9M-14 en produit net bancaire, soit un impact en résultat net part du Groupe de respectivement -2 M EUR et -117 M EUR ; au T3-13 (9M-13) : impact en produit net bancaire -342 M EUR (-1 112 M EUR) ; en résultat net part du Groupe -224 M EUR (-730 MEUR). Cf. notes méthodologiques.

Les éléments relatifs aux données financières de l'année 2013 ont été retraités en raison de l'entrée en application des normes IFRS 10 et 11 qui s'appliquent de façon rétrospective à partir du 1^{er} janvier 2014.

(1) Hors litiges, en points de base sur encours de début de période.

(2) Après déduction des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI au titre des 9M-14 (respectivement -294 et -5 millions d'euros), et correction de l'effet des plus ou moins values sur rachats partiels enregistrées sur la période (soit -6 millions d'euros au T1-14). Voir note méthodologique n°3. Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, et DVA (*Debit Value Adjustment*, ajustement de valeur sur risque de crédit propre sur instruments financiers consécutif à la mise en œuvre de la norme IFRS 13), le bénéfice net par action s'élève à 2,57 euros par action, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI.

Le Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 5 novembre 2014, a examiné les résultats du troisième trimestre et des neuf premiers mois de l'année 2014.

Au troisième trimestre 2014, le Groupe poursuit sa stratégie de transformation et d'adaptation au nouvel environnement bancaire. Dans le cadre de la mise en place du mécanisme de supervision unique en Europe début novembre, la Banque Centrale Européenne (BCE) et l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) ont conduit une revue de la qualité des actifs bancaires et un exercice de tests de résistance. Au terme de cet exercice sans précédent par son ampleur et sa sévérité, Société Générale confirme la qualité de son bilan et la résilience de son modèle de banque universelle diversifiée. Les conclusions des travaux d'inspection de la BCE ne relèvent que des ajustements normatifs « mineurs par rapport à la taille de la banque » (moins de 0,1% de son bilan) et dont l'impact comptable est négligeable, sans effet sur les ratios du Groupe au 30 septembre 2014.

Dans un environnement de croissance très faible et de taux historiquement bas dans la zone euro, le **produit net bancaire** du Groupe, hors éléments non économiques, s'inscrit à 5 871 millions d'euros, en léger retrait par rapport à l'année précédente (-1,8% au troisième trimestre 2014, et -1,3% sur les neuf premiers mois de l'année, à 17 616 millions d'euros). L'activité commerciale reste soutenue dans les réseaux de banque de détail, avec une croissance significative des dépôts dans l'ensemble des réseaux, dans un contexte de demande de crédit toujours faible en Europe, et un développement rapide des activités bancaires dans le continent africain. Les métiers de Financements spécialisés aux entreprises confirment leur croissance. Dans un environnement de marché peu actif au cours de l'été, les activités de Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs démontrent la résilience de leur modèle tourné vers les clients, avec une bonne performance des activités de Financement et Conseil et de Banque Privée.

Les **frais de gestion** confirment leur bonne tenue, à -0,4%* au troisième trimestre 2014 par rapport à la même période l'an passé, (-0,7%* sur les neuf mois), tandis que la charge du risque s'inscrit en baisse très significative d'une année sur l'autre (-40,8%* en données trimestrielles et -30,6%* sur les neuf mois), en raison notamment de la baisse du coût du risque commercial (qui s'inscrit à 58 points de base au T3-14 contre 69 points de base au T3-13). Par ailleurs, aucune dotation au titre des provisions collectives pour risque de litige n'a été enregistrée ce trimestre.

Bénéficiant des efforts accomplis sur la maîtrise des frais de gestion et d'une charge du risque contenue, le **résultat net part du Groupe** atteint 836 millions d'euros ce trimestre (contre 534 au troisième trimestre 2013). Hors éléments non économiques, il s'inscrit à 838 millions d'euros au troisième trimestre 2014 (contre 758 millions d'euros au troisième trimestre 2013, soit +10,5%). Il est en baisse sur les neuf premiers mois de 2014 par rapport à la même période en 2013 (-11,0% hors éléments non économiques) principalement à la suite de la dépréciation de l'écart d'acquisition des activités du Groupe en Russie pour -525 millions d'euros au premier trimestre de l'année.

Ces résultats viennent renforcer le ratio Common Equity Tier 1 qui s'établit à 10,4% à fin septembre 2014 (non phasé), avec un ratio LCR toujours supérieur à 100%, selon les règles CRR/CRD4 et un ratio de levier en progression de +20 points de base à 3,8% sur le trimestre.

Commentant les résultats du Groupe à fin septembre 2014, Frédéric Oudéa – Président-Directeur général – a déclaré :

« Les résultats du T3-14 confirment la dynamique commerciale des métiers du Groupe Société Générale, source de croissance future des revenus, et la solidité des performances financières, grâce à la bonne maîtrise des frais de gestion et la baisse confirmée du coût du risque en dépit d'un environnement économique morose. Les résultats de la revue de la qualité des actifs et des stress tests conduits par la BCE confirment que la transformation des trois dernières années a porté ses fruits et que Société Générale peut financer sa croissance en s'appuyant sur un bilan très solide. »

1 - RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE

M EUR	T3-13	T3-14	Var T3/T3	9M-13	9M-14	Var 9M/9M
Produit net bancaire	5 636	5 869	+4,1%	16 737	17 438	+4,2%
<i>A données constantes*</i>			+2,2%			+4,2%
Produit net bancaire**	5 978	5 871	-1,8%	17 849	17 616	-1,3%
Frais de gestion	(3 858)	(3 981)	+3,2%	(11 642)	(11 753)	+1,0%
<i>A données constantes*</i>			-0,4%			-0,7%
Résultat brut d'exploitation	1 778	1 888	+6,2%	5 095	5 685	+11,6%
<i>A données constantes*</i>			+8,3%			+16,1%
Coût net du risque	(1 093)	(642)	-41,3%	(3 005)	(2 061)	-31,4%
Résultat d'exploitation	685	1 246	+81,9%	2 090	3 624	+73,4%
<i>A données constantes*</i>			+89,2%			+88,4%
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(7)	(7)	n/s	441	193	-56,2%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	0	(525)	n/s
Résultat net part du Groupe comptable	534	836	+56,6%	1 853	2 181	+17,7%
ROE Groupe (après impôt)	4,3%	6,8%		5,2%	5,9%	

Produit net bancaire

Le produit net bancaire du Groupe atteint 5 869 millions d'euros au T3-14, (5 636 millions d'euros au T3-13) et 17 438 millions d'euros sur les neuf premiers mois de 2014, en hausse de +4,2%* par rapport aux 9M-13. Retraité des éléments non-économiques, le produit net bancaire du Groupe s'inscrit à 5 871 millions d'euros pour le troisième trimestre et à 17 616 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année (contre 5 978 et 17 849 millions d'euros respectivement aux troisième trimestre et neuf premiers mois de 2013).

Dans un environnement de demande de crédit réduite en Europe et de faible activité sur les marchés au cours de l'été, le produit net bancaire du Groupe confirme sa résistance :

- Les revenus des activités de **Banque de détail en France (RBDF)** sont en retrait -1,2% hors effet PEL/CEL (-3,2%* au global) au T3-14 par rapport au T3-13 dans un environnement de taux bas et de faible demande de crédit. Les revenus sont soutenus par une collecte de dépôt toujours dynamique. Sur les neuf premiers mois de 2014, les revenus s'inscrivent en légère baisse, -1,9%* (et -1,1% hors PEL/CEL).
- Dans le pôle **Banque de détail et Services Financiers Internationaux (IBFS)**, les tendances observées en début d'année se confirment, avec une hausse globale des revenus de +2,4%* au T3-14 par rapport au T3-13, et de même ampleur sur les 9M-14 par rapport aux 9M-13. Les revenus sont en légère diminution en Europe, (-2,6%* au T3-14 par rapport au T3-13 et -2,9%* sur les neuf mois) malgré une bonne performance des activités de crédit à la consommation. Ils sont stables* en Russie au T3-14 par rapport au T3-13 et en progression de +4,8%* sur les neuf premiers mois de 2014. Ils s'inscrivent en nette progression dans les activités de Banque à l'International en Afrique, Asie et au Moyen-Orient (+13,2%* au T3-14 par rapport au T3-13, et +5,9%* sur les 9M-14 par rapport aux 9M-13). Dans les activités de Services financiers aux

entreprises et d'assurance, les revenus s'affichent une nouvelle fois en progression (+5,3%* au global au T3-14 par rapport au T3-13 et +8,8%* aux 9M-14 par rapport aux 9M-13).

- Dans la **Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs (GBIS)**, les revenus s'inscrivent en baisse de -5,5%* par rapport au T3-13 et de -3,1%* sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à 2013. Le trimestre a été notamment marqué par une conjoncture défavorable sur les activités de marché et la poursuite de la transformation des activités de courtage et métiers titres, tandis que les activités de Financement et conseil témoignent d'une bonne dynamique, avec des revenus en hausse de +13,8%* entre le T3-13 et le T3-14 (et de +13,3%* sur les 9M-14 par rapport aux 9M-13).

L'incidence comptable de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre est de -4 millions d'euros au T3-14 (-223 millions d'euros au T3-13), soit -183 millions d'euros aux 9M-14 (-1 215 millions d'euros aux 9M-13). L'effet de la DVA (voir note méthodologique n°8) s'élève ce trimestre à +2 millions d'euros (contre -116 millions d'euros au T3-13), et au total +5 millions d'euros pour les 9M-14 (à rapprocher de +107 millions d'euros pour les 9M-13). Ces deux facteurs constituent les éléments non-économiques retraités dans les analyses des résultats du Groupe.

Frais de gestion

Les frais de gestion du Groupe sont de -3 981 millions d'euros au T3-14 (-11 753 millions d'euros sur 9M-14), en baisse de -0,4%* par rapport au T3-13 (et de -0,7%* par rapport aux 9M-13). Le programme de réduction des coûts engagé en 2013 se poursuit, avec des économies annuelles récurrentes sécurisées à hauteur de 625 millions d'euros au total à la fin septembre 2014, pour des coûts non-récurrents engagés de -330 millions d'euros au total, dont -110 millions d'euros en 2014.

Résultat d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation du Groupe s'établit à 1 888 millions d'euros au T3-14 contre 1 778 millions d'euros au T3-13, et au total à 5 685 millions d'euros pour les 9M-14 (contre 5 095 millions d'euros sur les 9M-13).

Le résultat brut d'exploitation des métiers ressort à 2 108 millions d'euros au T3-14, en baisse de -5,9%* par rapport au T3-13, et à 6 607 millions d'euros aux 9M-14 (-3,1%* par rapport aux 9M-13).

La **charge nette du risque** du Groupe au T3-14 est de 642 millions d'euros, en baisse de -40,8%* par rapport au T3-13 qui intégrait une provision collective pour litiges de 200 millions d'euros. Le Groupe maintient au T3-14 son stock de provision collective pour litiges à 900 millions d'euros. Le **coût du risque commercial** du Groupe s'établit à 58⁽¹⁾ points de base au T3-14, stable par rapport au T2-14, dans un environnement économique toujours difficile.

- Dans la **Banque de détail en France**, il s'élève à 51 points de base (contre 57 points de base au T2-14). Le rythme des entrées en défaut est en baisse sur la clientèle d'entreprises.
- A 128 points de base (contre 106 points de base au T2-14), le coût du risque du pôle **Banque de détail et Services Financiers Internationaux** est en hausse, principalement en raison de dotations et de dépréciations complémentaires constatées en Roumanie à l'instar du secteur bancaire roumain. Dans les autres régions, le coût du risque reste bien maîtrisé, notamment en Russie où il est globalement stable, malgré un niveau élevé sur la clientèle de particuliers.
- Le coût du risque de la **Banque de Grande Clientèle et Solution Investisseurs** demeure à un niveau bas à 6 points de base (contre 11 points de base au T2-14), confirmant la qualité du portefeuille de crédit.

Le taux brut d'encours douteux, hors actifs gérés en extinction, est de 5,7% à fin septembre 2014 (contre 5,9% à fin juin 2014). Le taux de couverture brut des engagements provisionnables du Groupe, hors actifs gérés en extinction, est stable à 60%.

⁽¹⁾ Taux annualisé, hors litiges et actifs gérés en extinction en 2013, sur actifs début de période et y compris les locations simples. Coûts du risque au T3-13 de 63 points de base pour RBDF, 132 points de base pour IBFS et 23 points de base pour GBIS.

Au total, le **résultat d'exploitation** du Groupe atteint 1 246 millions d'euros au T3-14, contre 685 millions d'euros au T3-13, la variation s'expliquant essentiellement par la forte baisse de la charge du risque et la très faible charge constatée au T3-14 au titre des éléments non-économiques. Il est de 3 624 millions d'euros aux 9M-14, en forte augmentation par rapport aux 9M-13 (2 090 millions d'euros).

Le résultat d'exploitation des métiers est en forte hausse entre le T3-13 et le T3-14 (+9,4%*), sous l'effet conjugué d'un produit net bancaire solide, de la maîtrise des frais de gestion et de la baisse du coût net du risque ; sur les 9M-14, le résultat d'exploitation des métiers progresse de +11,6%*.

Résultat net

Le résultat net part du Groupe s'élève à 836 millions d'euros au T3-14 (2 181 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année), après prise en compte de la charge fiscale (taux effectif d'impôt du Groupe de 30,2% au T3-14 et 26,8% aux 9M-14), et la contribution des participations ne donnant pas le contrôle. En 2013, le résultat net part du Groupe du T3 avait été de 534 millions d'euros, avec un taux effectif d'impôt de 13,7% (au total pour les neuf premiers mois de 2013, le résultat était de 1 853 millions d'euros et le taux effectif d'impôt de 20,2%).

Corrigé des éléments non-économiques (réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA), le résultat net part du Groupe atteint 838 millions d'euros au T3-14 contre 758 millions au T3-13.

En cumul sur les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat du Groupe, hors éléments non-économiques s'élève à 2 298 millions d'euros (dont -200 millions d'euros au titre de la provision collective pour litiges, -525 millions d'euros liés à la dépréciation de l'écart d'acquisition des activités de Banque de détail et Services Financiers Internationaux en Russie, et +210 millions d'euros à la suite de l'acquisition et de la première consolidation de Newedge Group). Sur les neuf premiers mois de 2013, le résultat du Groupe hors éléments non-économiques était de 2 582 millions d'euros et intégrait notamment le résultat positif de la cession de la filiale NSGB, soit +417 millions d'euros.

Le ROE⁽¹⁾ du Groupe, hors éléments non-économiques, est de 6,8% pour le T3-14 (6,8% en données brutes) et de 6,3% pour les neuf premiers mois 2014 (5,9 % en données brutes).

Le bénéfice net par action s'élève à 2,42 euros à fin septembre 2014, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI⁽¹⁾. Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et DVA, le bénéfice net par action s'élève à 2,57 euros par action, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI⁽¹⁾.

(1) ROE du T3-13 : 4,3% - ROE hors éléments non-économiques du T3-13 : 6,4%. ROE des 9M-13 : 5,2% - ROE hors éléments non-économiques : 7,5%. Les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI au titre des 9M-14 sont respectivement de 294 et 5 millions d'euros ; il convient par ailleurs de réintégrer une moins-value de rachat à hauteur de 6 millions d'euros (Cf. note méthodologique n°3).

2 - STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 30 septembre 2014, les **capitaux propres** part du Groupe s'élèvent à 55,0 milliards d'euros⁽¹⁾ et l'actif net tangible par action à 51,33 euros (correspondant à un actif net par action de 57,84 euros dont 1,21 euro de plus-values latentes).

Le total du **bilan consolidé** s'établit à 1 292 milliards d'euros au 30 septembre 2014 (1 214 milliards d'euros au 31 décembre 2013, montant ajusté par rapport aux états financiers publiés, après entrée en application rétrospective des normes IFRS 10 et 11). Le montant net des **crédits à la clientèle**, y compris location financement est de 356 milliards d'euros (+11 milliards par rapport au 31 décembre 2013). Parallèlement les **dépôts de la clientèle** atteignent 319 milliards d'euros (+5 milliards par rapport au 31 décembre 2013).

Le total du **bilan financé** du Groupe (voir note méthodologique n°7) est de 642 milliards d'euros à fin septembre 2014, globalement stable par rapport à fin 2013, avec un ratio crédits sur dépôts de 100% (- 4 points par rapport au 31 décembre 2013). A fin septembre 2014, le Groupe a terminé son programme de financement à moyen et long terme pour l'année 2014 à des conditions financières satisfaisantes (environ 41 points de base au dessus de l'indice de référence mid-swap à 6 mois au 30 septembre 2014) avec une maturité moyenne (hors dette subordonnée) de 5,3 ans. La **réserve de liquidité** du Groupe (voir note méthodologique n°7) atteint 144 milliards d'euros au 30 septembre 2014 (contre 174 milliards d'euros au 31 décembre 2013), couvrant 154% des besoins de financement court terme (y compris la dette long terme arrivant à maturité à moins d'un an), contre 145% à fin décembre 2013.

Les **encours pondérés** par les risques du Groupe sont de 353,1 milliards d'euros à fin septembre 2014, contre 342,6 milliards d'euros à fin décembre 2013 et 350,7 milliards d'euros à fin juin 2014 selon les règles CRR/CRD4. Les encours pondérés au titre du risque de crédit sont en légère progression au troisième trimestre, et représentent toujours la part la plus importante des expositions en risque du Groupe.

Au 30 septembre 2014, le **ratio Common Equity Tier 1**⁽²⁾ du Groupe atteint 10,4%⁽³⁾, il était de 10,2% au 30 juin 2014 et de 9,9% à fin septembre 2013. Le ratio Tier 1 est de 13,0% en hausse de +163 points de base par rapport à fin septembre 2013. Le ratio Global s'établit à 14,6% à fin septembre 2014, en progression de +146 points de base en un an.

Le **ratio de levier** s'établit à 3,8%⁽²⁾, en progression de +20 points de base par rapport à fin juin 2014, sous l'effet de la croissance des capitaux « Tier 1 » du Groupe et d'une baisse de son exposition réglementaire. Il est en hausse d'un demi point par rapport au T3-13.

Le Groupe est noté par les agences de notation DBRS (notation senior long terme : AA(Low) – perspectives négatives), FitchRatings (notation senior long terme : A – perspectives négatives), Moody's (notation senior long terme : A2 – perspectives négatives) et Standard and Poor's (notation senior long terme A – perspectives négatives).

(1) Ce montant comprend notamment (i) 9,2 milliards d'euros de titres super-subordonnés et (ii) 0,4 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée

(2) L'ensemble des ratios de solvabilité/levier publiés est déterminé selon les règles CRR/CRD4, sans bénéfice des dispositions transitoires (non-phasés), sauf mention contraire. Ils sont présentés pro-forma des résultats courus, nets de dividendes, de l'exercice en cours. Données 2013 pro forma des règles CRR/CRD4 applicables. Ratio de levier intégrant les dispositions de l'acte délégué publié en octobre 2014. Voir note méthodologique n°5.

(3) Le ratio phasé s'élève à 11,1% au 30 septembre 2014

3 - BANQUE DE DETAIL EN FRANCE

M EUR	T3-13	T3-14	Var T3/T3	9M-13	9M-14	Var 9M/9M
Produit net bancaire	2 086	2 019	-3,2% -1,2%(1)	6 276	6 158	-1,9% -1,1%(1)
Frais de gestion	(1 316)	(1 304)	-0,9%	(3 973)	(3 921)	-1,3%
Résultat brut d'exploitation	770	715	-7,1% -1,5%(1)	2 303	2 237	-2,9% -0,7%(1)
Coût net du risque	(293)	(237)	-19,2%	(912)	(738)	-19,1%
Résultat d'exploitation	477	478	+0,3%	1 391	1 499	+7,8%
Résultat net part du Groupe	314	305	-2,7%	910	964	+5,9%

(1) Hors PEL/CEL

La Banque de détail en France affiche une activité commerciale robuste et démontre la qualité de ses fonds de commerce, dans un contexte macroéconomique toujours difficile au troisième trimestre.

Le développement commercial des enseignes du Groupe s'est poursuivi à un rythme soutenu : sur les neuf premiers mois de l'année 2014, les ouvertures nettes de comptes à vue se sont élevées à 172 000, en progression de +23,8% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2013. De même, les entrées en relation avec les clients commerciaux sont en hausse de +5,2% à 2 736. Par ailleurs, Société Générale a été élue « Service Client de l'Année 2015 » dans la catégorie Banque. Ce prix, décerné par Viséo Conseil, et déjà obtenu pour les années 2012 et 2014, récompense l'engagement des équipes de la Banque de détail en France au service de la satisfaction de ses clients.

Dans la lignée des trimestres précédents, les encours de dépôts bilanciaux progressent de +4,6% par rapport au T3-13 à 164,1 milliards d'euros (en encours moyens), tirés notamment par la collecte sur dépôts à vue qui progressent de +7,0% par rapport au T3-13. La baisse du taux de rémunération du Livret A au 1er août 2014 a pesé sur son attractivité (+2,8% par rapport au T3-13), ce qui a bénéficié à la collecte de Plans d'Épargne Logement (+9,0% par rapport au T3-13).

La Banque de détail en France continue de soutenir activement l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leurs projets. Néanmoins, dans un contexte d'incertitudes économiques, la demande de financements demeure faible, même si les premiers signes positifs de retour à la croissance se font sentir. La production de crédit aux entreprises s'inscrit en hausse de 6,0% sur 9 mois par rapport 2013, tirée par l'accélération de la demande au troisième trimestre. Au global, les encours sont stables par rapport au trimestre précédent, à 175,0 milliards d'euros, et en repli de -1,7% par rapport au troisième trimestre 2013. Les encours de crédits pour les clientèles commerciales et entreprises s'élèvent à 78,0 milliards d'euros et les encours de crédits aux particuliers s'établissent à 95,9 milliards. Le ratio crédits/dépôts poursuit sa baisse à 107% au T3-14 contre 108% au T2-14 et 113% au T3-13.

Les revenus de la Banque de détail en France sont résilients avec un produit net bancaire de 2 082 millions d'euros (hors PEL/CEL), en légère baisse de -1,2% par rapport au T3-13. La marge d'intérêts est en hausse par rapport au T3-13 (+0,7% hors PEL/CEL), les effets de la baisse des taux de remplacement étant compensés par la hausse des encours de dépôts. Les commissions sont en baisse de -3,8% sur cette même période, notamment en raison du plafonnement des commissions d'intervention.

Les frais de gestion sont en léger recul (-0,9%) par rapport à T3-13, traduisant l'effet des plans d'économies engagés, tandis que la charge du risque est en nette baisse, (-19,2% par rapport au T3-13), permettant à la Banque de détail en France d'extérioriser un résultat net part du Groupe de 305 millions d'euros au T3-14, en hausse de +5,3% (hors PEL/CEL) par rapport au T3-13. Sur les neuf premiers mois de l'année 2014, le résultat net part du Groupe s'élève à 964 millions d'euros, en hausse de +9,0% (hors PEL/CEL) par rapport aux 9M-13.

4 - BANQUE DE DETAIL ET SERVICES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Au T3-14, les revenus du pôle sont en progression de +2,4%* par rapport au T3-13 à 1 900 millions d'euros, les coûts en hausse de +3,3%*. Le résultat brut d'exploitation s'améliore légèrement (+1,2%*) à 832 millions d'euros. A 296 millions d'euros au T3-14, le résultat net part du Groupe ressort en hausse (+6.1%*), bénéficiant de la stabilité du coût du risque sur la période (+0,9%* par rapport au T3-13) et de la progression de la contribution des activités du Groupe en Afrique.

Sur les neuf premiers mois de 2014, les revenus s'élèvent à 5 607 millions d'euros, en hausse de +2,4%* par rapport à 9M-13, le résultat d'exploitation s'établit à 1 352 millions d'euros (+12,4%*) et le résultat net part du Groupe ressort à 330 millions d'euros, pénalisé par la dépréciation de l'écart d'acquisition des activités en Russie intervenue au T1-14 pour un montant de -525 millions d'euros. Retraitée de cet élément, la contribution du pôle s'élève à 855 millions d'euros, en progression de +17,0%* par rapport à 9M-13.

Les résultats financiers intègrent notamment les effets périmètre suivants : la cession de la filiale égyptienne NSGB en mars 2013 et le renforcement du Groupe dans le capital de sa filiale russe Rosbank à 99,4% en avril 2014.

MEUR	T3-13	T3-14	Var T3/T3	9M-13	9M-14	Var 9M/9M
Produit net bancaire	1 911	1 900	-0,6%	5 772	5 607	-2,9%
<i>A données constantes*</i>			+2,4%			+2,4%
Frais de gestion	(1 065)	(1 068)	+0,3%	(3 273)	(3 187)	-2,6%
<i>A données constantes*</i>			+3,3%			+2,4%
Résultat brut d'exploitation	845	832	-1,6%	2 499	2 420	-3,2%
<i>A données constantes*</i>			+1,2%			+2,5%
Coût net du risque	(383)	(378)	-1,3%	(1 198)	(1 068)	-10,9%
Résultat d'exploitation	462	454	-1,8%	1 300	1 352	+4,0%
<i>A données constantes*</i>			+1,4%			+12,4%
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	0	(525)	n/s
Résultat net part du Groupe	282	296	+4,9%	781	330	-57,7%

4.1 Banque de détail à l'International

L'activité commerciale de la Banque de détail à l'International au troisième trimestre s'inscrit dans la continuité du premier semestre 2014. A 79,6 milliards d'euros, les encours de crédits progressent de +2,0%* par rapport au T3-13 dans un contexte de croissance économique atone en Europe. Dans ce cadre, la Russie, la République tchèque et l'Afrique se démarquent par la progression dynamique de leurs encours de crédits. En parallèle, les encours de dépôts augmentent de +7,4%* par rapport à fin septembre 2013 pour s'établir à 70,0 milliards d'euros au T3-14, avec une collecte particulièrement forte en République tchèque, dans les pays d'Europe centrale et orientale et en Afrique.

Au T3-14, les revenus de la Banque de détail à l'International progressent légèrement (+1,9%* par rapport au T3-13), à 1 391 millions d'euros, notamment avec la bonne performance de l'Afrique subsaharienne. Les coûts progressent de +2,3%* par rapport au T3-13, accompagnant des zones et activités en forte

croissance. Sur la même période, le résultat brut d'exploitation s'établit à 583 millions d'euros, en légère hausse de +1,4%* par rapport au T3-13 et le résultat net part du Groupe de la Banque de détail à l'International ressort à +131 millions d'euros au T3-14, en hausse de +12,1%* par rapport au T3-13. Sur les neuf premiers mois de 2014, la Banque de détail à l'International enregistre des revenus de 4 099 millions d'euros, un résultat brut d'exploitation de 1 675 millions d'euros et une perte nette part du Groupe de -168 millions d'euros sous l'effet de la dépréciation de l'écart d'acquisition en Russie (-525 millions d'euros enregistrés au T1-14).

En Europe de l'ouest, où le pôle est implanté en Allemagne, Italie et France, exclusivement dans le crédit à la consommation, les encours de crédits sont en légère hausse de +1,1%* vs T3-13, à 13,6 milliards d'euros, grâce à la poursuite de la bonne dynamique commerciale en Allemagne (+8,2%*). Au T3-14, la région enregistre des revenus de 167 millions d'euros et un résultat net part du Groupe de 24 millions d'euros.

En République tchèque, dans un contexte de concurrence accrue, le groupe Komerční Banka affiche une dynamique commerciale satisfaisante. A fin septembre 2014, les encours de crédits progressent de +3,8%* (à 17,7 milliards d'euros) et la collecte de dépôts reste forte, avec une hausse des encours de +11,2%* par rapport à fin septembre 2013 (à 24,8 milliards d'euros). En dépit de cet effet volume, les revenus sont en recul (-4,7%*) par rapport au T3-13 à 246 millions d'euros, dans un environnement de taux bas. Sur la même période, les frais généraux sont maîtrisés à 124 millions d'euros (-0,3%* par rapport au T3-13) et la contribution au résultat net du Groupe s'établit à 51 millions d'euros au T3-14 (contre 59 millions au T3-13).

En Roumanie, dans un contexte économique encore fragile, les encours de crédits du groupe BRD demeurent encore en baisse de -7,5%* (à 6,4 milliards d'euros) par rapport à fin septembre 2013 et les encours de dépôts restent stables* à 7,7 milliards d'euros. Sous l'effet de volumes de crédits en baisse et de pressions sur les marges, les revenus du métier en Roumanie ressortent à 138 millions d'euros au T3-14 (en baisse de -7,9%* par rapport au T3-13), les frais généraux à 78 millions d'euros (-8,9%* par rapport au T3-13) et la charge nette du risque à -106 millions d'euros (contre -77 millions d'euros au T3-13). Le groupe BRD enregistre une perte nette de -22 millions d'euros au T3-14 à rapprocher d'une perte de -7 millions d'euros au T3-13.

En Russie, l'activité commerciale est résiliente : hausse des encours de crédits de +5,2%* par rapport au T3-13 à 12,9 milliards d'euros et des encours de dépôts stables* à 8,2 milliards d'euros. Au troisième trimestre 2014, le produit net bancaire est stable* par rapport au T3-13 dans un environnement difficile et les coûts en hausse (+5,7%*) dans un contexte d'inflation élevée. Le résultat net part du Groupe s'établit à 5 millions d'euros. Au total, **l'ensemble SG Russie**⁽¹⁾ contribue à hauteur de 16 millions d'euros au résultat net part du Groupe ce trimestre.

Dans les **autres pays d'Europe centrale et orientale**, le Groupe accroît fortement ses encours de dépôts en progression de +10,9%* (à 9,8 milliards d'euros) contrastant avec le léger repli de l'activité de crédits sur la même période (-1,0%* à 10,6 milliards d'euros). Les revenus sont stables* par rapport au T3-13 à 170 millions d'euros. Sur la même période, les coûts sont stables* par rapport au T3-13 à 110 millions d'euros. Au total, le résultat net part du Groupe de cette zone ressort à +27 millions d'euros.

Dans les **autres zones d'implantation** du Groupe, les encours de crédits progressent au global de +4,1%* à fin septembre 2014, par rapport à fin septembre 2013 (à 18,5 milliards d'euros), en forte hausse en Afrique subsaharienne (+19,5%*). Sur la même période, les encours de dépôts sont en hausse de +7,0%* au global. Au T3-14, la zone accroît son produit net bancaire de +13,2%* par rapport au T3-13, portée par les revenus solides en Afrique subsaharienne (+35,9%* par rapport au T3-13) ; les coûts augmentent de +6,3%* sur la même période, compte tenu du développement de l'activité sur cette région. Le coût net du risque est en baisse de -3,5%*. Le résultat net part du Groupe de la zone s'élève ainsi à 46 millions d'euros sur le T3-14, en forte progression par rapport au T3-13 (+87,2%*).

⁽¹⁾ Résultat de SG Russie : contribution des entités Rosbank, Delta Credit Bank, Rusfinance Bank, Société Générale Insurance, ALD automotive et de leurs filiales consolidées aux résultats des métiers.

4.2 Assurances

Au T3-14, l'activité Assurances maintient une bonne dynamique commerciale, dans le prolongement de celle du T2-14. Les encours d'Assurance-vie Épargne poursuivent leur croissance sur le trimestre à 87,9 milliards d'euros (+6,3%* par rapport à fin septembre 2013) et la collecte nette s'établit à 1,1 milliard d'euros au T3-14. L'activité d'Assurance Prévoyance affiche toujours une forte progression notamment en France (+11,9%* par rapport au T3-13). En Assurance Dommages les primes sont en hausse de +5,3% par rapport au T3-13.

Le métier réalise une bonne performance financière au T3-14, avec un produit net bancaire en hausse de +6,2%* par rapport au T3-13, à 198 millions d'euros. La contribution au résultat net part du Groupe du métier Assurances est de 82 millions d'euros au T3-14 et de 245 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2014.

4.3 Services Financiers aux Entreprises

Au T3-14 les Services Financiers aux Entreprises démontrent une fois de plus la solidité de leur modèle, et maintiennent leur dynamisme commercial et la forte croissance de leurs résultats par rapport au T3-13.

A fin septembre 2014, le métier de **location longue durée et gestion de flottes de véhicules** confirme la solide progression de son parc (+10,1% par rapport à fin septembre 2013) à 1,09 million de véhicules, grâce aux partenariats en marque blanche pour le compte de constructeurs automobiles, et conforte sa position de leader au niveau européen et mondial

Dans un contexte de ralentissement de l'investissement, les positions fortes du métier de **Financement des biens d'équipement professionnel** lui permettent d'afficher une hausse des encours de crédits de +1,2%* par rapport à fin septembre 2013, avec un niveau de production toujours élevé (+11,8%* par rapport au T3-13). Les marges à la production sont maintenues.

Au T3-14, les revenus des Services Financiers aux Entreprises progressent de +4,8%* par rapport au T3-13 à 348 millions d'euros et les frais généraux sont en hausse de +7,8%*. Sur la même période le résultat brut d'exploitation s'améliore (+1,7%*) et la contribution au résultat net part du Groupe est en forte progression (+11,6%*) à 108 millions d'euros. Sur les 9M-14, les revenus ressortent à 1 033 millions d'euros et le résultat net part du Groupe s'établit à 317 millions d'euros (+22,5%* par rapport à 9M-13).

5 - BANQUE DE GRANDE CLIENTELE ET SOLUTIONS INVESTISSEURS

M EUR	T3-13	T3-14	Var T3/T3	9M-13	9M-14	Var 9M/9M
Produit net bancaire	2 076	2 115	+1,9%	6 435	6 537	+1,6%
<i>A données constantes*</i>			-5,5%			-3,1%
Frais de gestion	(1 421)	(1 554)	+9,4%	(4 242)	(4 587)	+8,1%
<i>A données constantes*</i>			-2,3%			-0,2%
Résultat brut d'exploitation	655	561	-14,3%	2 193	1 950	-11,1%
<i>A données constantes*</i>			-13,3%			-9,5%
Coût net du risque	(230)	(27)	-88,3%	(486)	(53)	-89,1%
Résultat d'exploitation	425	534	+25,8%	1 707	1 897	+11,1%
<i>A données constantes*</i>			+28,3%			+14,2%
Résultat net part du Groupe	366	445	+21,5%	1 390	1 511	+8,7%

Au T3-14, la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs enregistre des revenus de 2 115 millions d'euros, en progression de +1,9%. A périmètre et change constants, les revenus sont en retrait de 5,5%* par rapport au T3-13, la progression des activités de Financement et Conseil et du pôle Gestion d'Actifs et Banque Privée ne compensant que partiellement le recul des activités de marché et des Métiers Titres et Courtage.

Sur les 9 premiers mois de 2014, les revenus du pôle s'établissent à 6 537 millions d'euros (+1,6% en courant et -3,1%* par rapport aux 9M-13).

Activités de Marché

Au T3-14, les activités de marché affichent des revenus de 1 050 millions d'euros, en baisse de -12,5% par rapport au T3-13 (et -10,5% retraités des impacts de CVA/DVA), reflétant une performance des activités Actions en retrait sur le trimestre.

- Dans un contexte marqué par de faibles niveaux de volatilité et des volumes en baisse, les revenus des activités **Actions** s'inscrivent à 465 millions d'euros au T3-14, en recul de -25,2% par rapport au T3-13 (-20,2% retraités des impacts CVA/DVA). Les réalisations du trimestre sont pénalisées par le recul des activités de flux qui ont évolué dans un environnement peu porteur. Dans un même temps, le Groupe enregistre des gains de part de marché dans l'activité cash actions et confirme sa position de leader sur les produits listés (12,1% de part de marché sur les warrants) qui enregistrent de bons revenus ce trimestre. Les volumes clients sur les produits structurés sont restés soutenus malgré un intérêt plus marqué pour les sous-jacents de taux, changes et matières premières.
- A 585 millions d'euros, les activités **Taux, changes et matières premières** affichent des revenus en progression de +1,4% par rapport au T3-13 (-0,9% retraité des impacts CVA/DVA). Les revenus ont été tirés par la très bonne performance des activités sur produits structurés, en particulier en Asie, ainsi que sur les changes et les marchés émergents, compensant un niveau plus faible sur les taux et le crédit en raison de la période estivale.

Sur les 9 premiers mois de 2014, les activités de marché affichent des revenus de 3 508 millions d'euros en baisse de -8,0% en comparaison annuelle.

Financement et Conseil

Les métiers de Financement et Conseil affichent une dynamique commerciale soutenue au T3-14 avec des revenus de 509 millions d'euros en progression de +15,0% (+11,5% retraités des impacts CVA/DVA). Tous les métiers ont contribué positivement à cette performance : les financements structurés sont bien orientés, les financements de ressources naturelles enregistrent un bon trimestre et les activités de marché de capitaux progressent fortement malgré le ralentissement estival des marchés primaires.

Sur les 9 premiers mois de 2014, les activités de Financement et Conseil enregistrent des revenus de 1 496 millions d'euros en hausse de +13,4% par rapport aux 9M-13.

Gestion d'Actifs et Banque Privée

Les revenus de la ligne-métier Gestion d'Actifs et Banque Privée s'élèvent à 273 millions d'euros au T3-14, en baisse de -2,4%* par rapport au T3-13. Hors produit non-récurrent, consécutif à une reprise de provision de 17 millions d'euros au T3-13, les revenus sont en progression de +3,9%*.

La **Banque Privée** enregistre ce trimestre un produit net bancaire de 219 millions d'euros, en baisse de -2,9%. Hors produit non récurrent enregistré au T3-13, les revenus sont en croissance de +5,0%*.

A 118 milliards d'euros à fin septembre 2014, les actifs sous gestion sont en hausse de 2,1 milliards d'euros par rapport au T2-14, avec une collecte très dynamique en Europe de 1,3 milliard d'euros, positive dans toutes les implantations, en particulier au Royaume-Uni, en France et en Suisse.

Le groupe a finalisé la vente de ses activités de banque privée en Asie le 6 octobre 2014 et accélère son développement sur ses marchés cœur.

Les actifs sous gestion de **Lyxor** atteignent 85,4 milliards d'euros, soutenus par une collecte positive sur les ETF, segment sur lequel Lyxor conserve une position de n°3 en Europe. Les revenus de Lyxor sont en progression de +4,4%* à 49 millions d'euros au T3-14.

Sur les 9 premiers mois 2014, les activités de Gestion d'Actifs et Banque Privée enregistrent des revenus de 792 millions d'euros (-0,8%* en comparaison annuelle).

Métier Titres et Courtage

A 157 millions d'euros au T3-14, les revenus du **métier Titres** sont en progression de +3,2%* par rapport au T3-13, la hausse des commissions compensant l'impact négatif de la baisse continue des taux d'intérêts. Les actifs en conservation augmentent de +5,6% par rapport à fin septembre 2013 (à 3 810 milliards d'euros) et les actifs administrés de +11,7% sur la même période (à 546 milliards d'euros).

L'activité **Courtage** de Newedge enregistre des revenus en baisse de -14,8%*. Son intégration se poursuit et les synergies avec les Activités de Marché continuent à être mises en place.

Sur les 9 premiers mois 2014, les revenus des activités Métier Titres et Courtage ressortent à 741 millions d'euros (-10,5%* par rapport aux 9M-13).

Frais de gestion

Les frais de gestion de la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs baissent de -2,3%* par rapport au T3-13, à -1 554 millions d'euros, reflétant la bonne maîtrise des coûts dans la banque d'investissement (-5,5%*, notamment dans les activités de marchés où ils baissent de -9,9%*) et une réduction des frais dans le métier Titres et Courtage (-0,2%* par rapport au T3-13 et -5,4%* sur les 9M-14).

Aux 9M-14, les frais de gestion reculent de -0,2%* à -4 587 millions d'euros.

Résultat d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation ressort à 561 millions d'euros, en retrait de -13,3%*.

La charge nette du risque reste à un niveau bas à -27 millions d'euros, traduisant la qualité du portefeuille du Groupe. Au T3-13, la charge nette du risque s'élevait à -230 millions d'euros dont -154 millions d'euros provenant des activités gérées en extinction.

Au total, le pôle affiche un résultat d'exploitation de 534 millions d'euros au T3-14 en progression de +28,3%* par rapport au T3-13.

Sur les 9M-14, le résultat d'exploitation est en hausse de +14,2%* par rapport à la même période en 2013 à 1 897 millions d'euros.

Résultat net

La contribution du pôle au résultat net part du Groupe s'élève à 445 millions d'euros au T3-14, en forte progression de +22,8%* par rapport au T3-13, confirmant la résilience du modèle. Sur le trimestre, le ROE s'établit à 13,4%.

Sur les 9M-14, la Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs enregistre un résultat net part du Groupe de 1 511 millions d'euros, soit un ROE de 15,6%.

6 - HORS PÔLES

M EUR	T3-13	T3-14	Var T3/T3	9M-13	9M-14	Var 9M/9M
Produit net bancaire	(437)	(165)	+62,2%	(1 745)	(864)	+50,5%
<i>A données constantes*</i>			+62,5%			+51,1%
Frais de gestion	(55)	(55)	-0,8%	(154)	(58)	-62,4%
<i>A données constantes*</i>			-0,0%			-62,0%
Résultat brut d'exploitation	(492)	(220)	+55,3%	(1 900)	(922)	+51,5%
<i>A données constantes*</i>			+55,6%			+52,0%
Coût net du risque	(186)	0	-100,0%	(409)	(202)	-50,6%
Résultat d'exploitation	(679)	(220)	+67,6%	(2 308)	(1 124)	+51,3%
<i>A données constantes*</i>			+67,7%			+51,7%
Résultat net part du Groupe	(428)	(210)	+51,0%	(1 228)	(624)	+49,2%

Le Hors Pôles inclut :

- la gestion immobilière du siège social du Groupe,
- le portefeuille de participations du Groupe,
- les fonctions de centrale financière du Groupe, certains coûts relatifs aux projets transversaux et certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés.

Les revenus du **Hors Pôles** s'élèvent à -165 millions d'euros au T3-14 (contre -437 millions d'euros au T3-13). Ils intègrent en particulier la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre du Groupe à hauteur de -4 millions d'euros (à rapprocher de l'impact constaté au T3-13 de -223 millions au total). Sur neuf mois, l'effet de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre atteint -183 millions d'euros, à comparer avec -1 215 millions d'euros sur la même période en 2013.

Les frais de gestion s'élèvent ce trimestre à -55 millions d'euros, stables par rapport au T3-13.

Le résultat brut d'exploitation est de -220 millions d'euros au T3-14. Retraité de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre (voir note méthodologique n°8), il est de -216 millions d'euros (contre -269 millions d'euros au T3-13).

La charge nette du risque est nulle au T3-14, à comparer à -186 millions d'euros au T3-13 qui intégrait une dotation complémentaire aux provisions collectives pour litiges de -200 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe du Hors Pôles est en perte de -210 millions d'euros au T3-14, contre -428 millions d'euros au T3-13. Retraité de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre (voir note méthodologique n°8), il est de -207 millions d'euros (contre -282 millions d'euros au T3-13).

Sur les neuf mois 2014, le résultat net part du Groupe du Hors Pôles atteint -624 millions d'euros (-1 228 millions d'euros aux 9M-13), soit -504 millions d'euros net de l'effet de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre (-431 millions d'euros aux 9M-13).

7 - CONCLUSION

Dans un environnement toujours incertain, les métiers du Groupe délivrent une nouvelle fois une bonne performance opérationnelle, avec des frais de gestion et un coût du risque maîtrisés. Les travaux d'analyse approfondis menés par la Banque Centrale Européenne et l'Autorité Bancaire Européenne dans le cadre de l'exercice de revue complète des bilans bancaires ont mis en évidence la pertinence des procédures de gestion de la banque, la qualité de ses actifs et souligné la solidité et la résilience de son bilan en cas de stress sévère et prolongé. En s'appuyant la qualité de ses actifs, sur son modèle de banque universelle tourné vers ses clients, et sur les efforts de transformation engagés depuis plusieurs années, le Groupe est en bonne position pour saisir les opportunités de croissance.

8 - CALENDRIER FINANCIER 2014/2015

Calendrier de communication financière 2014 / 2015

12 février 2015	Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2014
6 mai 2015	Publication des résultats du premier trimestre 2015
19 mai 2015	Assemblée générale

Ce document comporte des éléments de projection relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale.

Ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment l'application de principes et de méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne, ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait entraîner des résultats significativement différents de ceux projetés dans cette présentation.

Par conséquent, bien que Société Générale estime qu'ils reposent sur des hypothèses raisonnables, ces éléments de projection sont soumis à de nombreux risques et incertitudes, notamment des sujets dont le Groupe ou sa direction n'ont pas encore connaissance ou actuellement jugés non significatifs, et rien ne garantit que les événements anticipés se matérialiseront ou que les objectifs mentionnés seront atteints. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner une différence marquée entre les résultats réels et les résultats anticipés dans les éléments de projection comprennent, entre autres, les tendances de l'activité économique en général et celles des marchés de Société Générale en particulier, les changements réglementaires et prudentiels et le succès des initiatives stratégiques, opérationnelles et financières de Société Générale.

Des informations détaillées sur les risques potentiels susceptibles d'affecter les résultats financiers de Société Générale sont consultables dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Il est recommandé aux investisseurs de tenir compte des facteurs d'incertitudes et de risque susceptibles d'affecter les opérations du Groupe lorsqu'ils examinent les informations contenues dans les éléments de projection. Au-delà des obligations légales en vigueur, Société Générale ne s'engage aucunement à mettre à jour ou à réviser ses éléments de projection. Sauf mention contraire, les sources des classements et des positions de marché sont internes.

9 - ANNEXE 1 : DONNÉES CHIFFRÉES : données relatives à 2013 ajustées à la suite de l'entrée en vigueur des normes IFRS 10 et 11 de façon rétrospective au 1/1/2014

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE
(en millions d'euros)

	T3-13	T3-14	Var T3/T3		9M-13	9M-14	Var 9M/9M	
Produit net bancaire	5 636	5 869	+4,1%	+2,2%*	16 737	17 438	+4,2%	+4,2%*
Frais de gestion	(3 858)	(3 981)	+3,2%	-0,4%*	(11 642)	(11 753)	+1,0%	-0,7%*
Résultat brut d'exploitation	1 778	1 888	+6,2%	+8,3%*	5 095	5 685	+11,6%	+16,1%*
Coût net du risque	(1 093)	(642)	-41,3%	-	(3 005)	(2 061)	-31,4%	-30,6%*
Résultat d'exploitation	685	1 246	+81,9%	+89,2%*	2 090	3 624	+73,4%	+88,4%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(7)	(7)	+0,0%		441	193	-56,2%	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	45	39	-13,3%		141	141	+0,0%	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s		0	(525)	n/s	
Charge fiscale	(93)	(374)	x 4,0		(510)	(1 025)	x 2,0	
Résultat net	630	904	+43,5%		2 162	2 408	+11,4%	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	96	68	-29,2%		309	227	-26,5%	
Résultat net part du Groupe	534	836	+56,6%	+59,0%*	1 853	2 181	+17,7%	+24,1%*
Ratio Tier 1 fin de période					13,5%	13,0%		

* A périmètre et taux de change constants

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT PAR METIER
(en millions d'euros)

	T3-13	T3-14	Var T3/T3	9M-13	9M-14	Var 9M/9M
Banque de détail en France	314	305	-2,7%	910	964	+5,9%
Banque de détail et Services Financiers Internationaux	282	296	+4,9%	781	330	-57,7%
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs	366	445	+21,5%	1 390	1 511	+8,7%
TOTAL METIERS	962	1 046	+8,7%	3 081	2 805	-9,0%
Hors Pôles	(428)	(210)	+51,0%	(1 228)	(624)	+49,2%
GROUPE	534	836	+56,6%	1 853	2 181	+17,7%

BILAN CONSOLIDE

<i>Actif - en Md EUR</i>	30.09.2014	31.12.2013*	Variation en %
Caisse, Banques centrales	48.2	66.6	-28%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	514.0	479.1	+7%
Instruments dérivés de couverture	16.6	11.5	+45%
Actifs financiers disponibles à la vente	139.5	130.2	+7%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	92.7	75.4	+23%
Prêts et créances sur la clientèle	348.0	332.7	+5%
Opérations de location-financement et assimilées	25.8	27.7	-7%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3.4	3.0	+12%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	4.1	1.0	x 4,1
Actifs d'impôts	7.0	7.3	-4%
Autres actifs	65.2	54.2	+20%
Actifs non courants destinés à être cédés	2.0	0.1	x 19,8
Participations dans les sociétés mises en équivalence	2.8	2.8	-1%
Immobilisations corporelles et incorporelles	18.0	17.6	+2%
Ecarts d'acquisition	4.3	5.0	-14%
Total	1,291.7	1,214.2	6%

<i>Passif - en Md EUR</i>	30.09.2014	31.12.2013*	Variation en %
Banques centrales	7.7	3.6	x 2,1
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	459.6	425.8	+8%
Instruments dérivés de couverture	10.5	9.8	+7%
Dettes envers les établissements de crédit	95.4	86.8	+10%
Dettes envers la clientèle	340.0	334.2	+2%
Dettes représentées par un titre	120.9	138.4	-13%
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	8.1	3.7	x 2,2
Passifs d'impôts	1.2	1.6	-24%
Autres passifs	74.0	53.5	+38%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	2.7	0.0	n/s
Provisions techniques des entreprises d'assurance	100.9	91.5	+10%
Provisions	4.1	3.8	+7%
Dettes subordonnées	8.9	7.5	+19%
Capitaux propres part du Groupe	55.0	50.9	+8%
Participations ne donnant pas le contrôle	2.7	3.1	-12%
Total	1,291.7	1,214.2	6%

*Montants retraités par rapport aux états financiers publiés en 2013, suite à l'entrée en vigueur des normes IFRS 10 et 11 qui s'appliquent de façon rétrospective.

10 - ANNEXE 2 : NOTES MÉTHODOLOGIQUES

1- Les résultats consolidés du Groupe au 30 septembre 2014 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 5 novembre 2014

Les éléments financiers présentés au titre de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire », et n'ont pas été auditées. La Direction de Société Générale prévoit de publier des comptes consolidés complets au titre de l'exercice 2014.

A noter que les données de l'exercice 2013 ont été retraitées en raison de l'entrée en vigueur des normes IFRS 10 et 11, induisant la publication de données ajustées au titre de l'exercice précédent.

Pour les besoins de la communication financière, les données relatives à la filiale Lyxor ont été reclassées en 2013 au sein du pôle de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs parmi les activités de Gestion d'Actifs et Banque Privée, ce changement n'intervenant dans les faits que début 2014.

2- Le ROE du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés. Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période, depuis 2006, aux porteurs des TSS et TSDI reclassés (Cf. infra).

L'allocation de capital aux différents métiers s'effectue à partir du 1^{er} janvier 2014 sur la base de 10% des encours pondérés de début de période, contre 9% auparavant. Les données trimestrielles publiées du capital alloué ont été ajustées en conséquence. Simultanément, le taux de rémunération des fonds propres normatifs a été ajusté pour un effet combiné neutre sur les revenus historiques des métiers.

3- Pour le calcul du bénéfice net par action, le « résultat net part du Groupe de la période » est corrigé (réduit dans le cas d'un bénéfice et augmenté dans le cas d'une perte) des plus ou moins-values enregistrées sur les rachats partiels (soit une moins-value de 6 millions d'euros en cumulé sur les 9M-14) des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de :

- (i) TSS (-109 millions d'euros au titre du T3-14 et -294 millions d'euros sur les 9M-14),
- (ii) TSDI reclassés en capitaux propres (-2 millions d'euros au titre du T1-14 et -5 millions d'euros sur les 9M-14).

Ce bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenus par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- L'actif net correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (9,2 milliards d'euros), des TSDI reclassés (0,4 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. L'**actif net tangible** est corrigé des écarts d'acquisition nets à l'actif et des écarts d'acquisition en mise en équivalence. Pour la détermination de l'Actif Net par Action ou de l'Actif Net Tangible par Action, le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 30 juin 2014, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

5- Les fonds propres Common Equity Tier 1 du Groupe Société Générale sont déterminés conformément aux règles CRR/CRD4 applicables. Les **ratios de solvabilité** sont présentés pro-forma des résultats courus, nets de dividendes, de l'exercice en cours, sauf mention contraire.

6- Le ROTE du Groupe est calculé sur la base des fonds propres tangibles, c'est-à-dire en excluant des capitaux propres comptables moyens cumulés part du Groupe les écarts d'acquisition nets moyens à l'actif

et les écarts d'acquisition moyens sous-jacents aux participations dans les entreprises mises en équivalence. Le résultat pris en compte pour calculer le ROTE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, intérêts nets d'impôt sur les TSS sur la période (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSS) et des intérêts nets d'impôt sur les TSDI reclassés en capitaux propres sur la période en cours (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSDI).

7- Bilan financé, ratio crédits sur dépôts, réserve de liquidité

Le **bilan financé** donne une représentation du bilan du Groupe en excluant la contribution des filiales d'assurance, et après compensation des opérations sur produits dérivés, des opérations de pension et des comptes de régularisation.

Au 30 septembre 2014, le bilan IFRS excluant les actifs et passifs des filiales d'assurance, après compensation des opérations de pensions livrées et de prêt/emprunts de titres, des opérations de dérivés et des comptes de régularisation a été retraité pour inclure :

- a) le reclassement en opérations de dépôts de la clientèle des encours de SG Euro-CT (figurant parmi les pensions livrées), ainsi que de la quote-part des émissions placées par les Réseaux de Banque de détail en France (inscrites parmi les opérations de financement à moyen-long terme), et de certaines opérations effectuées avec des contreparties assimilables à des dépôts clients (figurant précédemment parmi les financements à court terme). Sont en revanche déduits des dépôts de la clientèle et réintégrés aux financements à court terme certaines opérations assimilables à des ressources de marché. Le montant net des transferts de
 - financement à moyen/long terme à dépôts clientèle est de 12 Md EUR au 30/06/2014 et 13 Md EUR au 30/09/2014
 - financement à court terme à dépôts clientèle est de 17 Md EUR au 30/06/2014 et 25 Md EUR au 30/09/2014
 - pensions livrées à dépôts clientèle est de 2 Md EUR au 30/06/2014 et 1 Md EUR au 30/09/2014
- b) Le solde des opérations de financement a été réparti en ressources à moyen-long terme et ressources à court terme sur la base de la maturité des encours, supérieure ou inférieure à 1 an. La maturité initiale des financements a été retenue pour les dettes représentées par un titre.
- c) A l'actif, le poste « crédits à la clientèle » inclut les encours de crédit avec les clients, nets de provisions et dépréciations, y compris les encours nets de location financement et les opérations en juste valeur par résultat, et exclut les actifs financiers reclassés en prêts et créances en 2008 dans les conditions fixées par les amendements de la norme IAS 39. Ces positions ont été reclassées dans leurs lignes d'origine.
- d) Le poste comptable « banques centrales » au passif a fait l'objet d'une compensation dans le poste « Dépôts nets en banques centrales » à l'actif.

Au 30 septembre 2014, le bilan financé se présente comme suit :

En Md EUR	ACTIF		PASSIF	
	SEPT 14	SEPT 14	SEPT 14	
Dépôts nets en banque centrale	45	69	69	Ressources court terme
Prêts interbancaires	35			
Actifs de négoce avec la clientèle	94	13	13	Autres
Titres	63	135	135	Ressources moyen/long terme
			25	<i>Dont dette long terme ayant une échéance résiduelle inférieure à 1 an</i>
Prêts clientèle	370	369	369	Dépôts clientèle
Actifs long terme	35	56	56	Capitaux propres
Total actifs	642	642	642	Total passifs

Pour rappel, au 31 décembre 2013, le bilan financé se présentait comme suit :

En Md EUR	ACTIF		PASSIF	
	DEC. 13	DEC. 13	DEC. 13	
Dépôts nets en banque centrale	63	96	96	Ressources court terme
Prêts interbancaires	31			
Actifs de négoce avec la clientèle	80	1	1	Autres
Titres	59	138	138	Ressources moyen/long terme
			24	<i>Dont dette long terme ayant une échéance résiduelle inférieure à 1 an</i>
Prêts clientèle	357	338	338	Dépôts clientèle
Actifs long terme	35	52	52	Capitaux propres
Total actifs	625	625	625	Total passifs

Le **ratio crédits sur dépôts** du Groupe est déterminé comme le rapport entre les prêts à la clientèle et les dépôts de la clientèle ainsi définis.

Il s'établit donc à 100% au 30 septembre 2014.

Le **coussin d'actifs liquides ou réserve de liquidité** comprend

- les encaisses et dépôts en banques centrales reconnus pour le calcul du coussin de liquidité du ratio LCR.
- des actifs liquides rapidement négociables sur le marché (*High Quality Liquid Assets*, ou HQLA), disponibles et après décote, tel que pris en compte dans le coussin de liquidité du ratio LCR.
- les actifs éligibles en banque centrale, disponibles et nets de décote. les soldes en cash déposés en banque centrale, à l'exclusion des réserves obligatoires.

L'entrée en application des normes IFRS 10 et 11 n'a entraîné aucune variation de la réserve de liquidité au titre de l'année 2013. Au T3-14, la réserve de liquidité comprend 41 Md EUR au titre des dépôts en banques centrales, 79 Md EUR de titres HQLA et 24 Md EUR d'actifs éligibles en banques centrales (resp. 58 Md EUR, 74 Md EUR et 32 Md EUR au T3-13 et 60 Md EUR, 78 Md EUR et 35 Md EUR au T4-13).

8 – Eléments non-économiques et retraitements

Les éléments non-économiques correspondent à la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre et à l'ajustement de valeur lié au risque de crédit propre (DVA). Ces éléments, ainsi que les autres éléments faisant l'objet d'un retraitement, sont détaillés ci-après pour les T3-14 et T3-13.

T3-13	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre	(223)				(146)	Hors Pôles
Provision pour litiges				(200)	(200)	Hors Pôles
Impact DVA comptable*	(119)				(78)	Groupe
Impact CVA comptable*	112				73	Groupe
Dépréciations et pertes en capital			(8)		(8)	Hors Pôles
TOTAL	(230)				(359)	Groupe

T3-14	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre	(4)				(3)	Hors Pôles
Impact DVA comptable*	2				1	Groupe
Impact CVA comptable*	(39)				(26)	Groupe
TOTAL	(41)				(27)	Groupe

De la même façon, les données relatives aux 9M-14 et 9M-13 sont reprises ci-après :

9M-13	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre	(1 215)				(797)	Hors Pôles
Plus-value de cession NSGB			417		377	Hors Pôles
Ajustement cession TCW			24		21	Hors Pôles
Provision pour litiges				(400)	(400)	Hors Pôles
Impact CVA comptable*	(300)				(197)	Groupe
Impact DVA comptable*	103				67	Groupe
Plus-value de cession titres Piraeus	33				21	Hors Pôles
Dépréciations et pertes en capital			(8)		(8)	Hors Pôles
TOTAL	(1 379)				(916)	Groupe

9M-14	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre	(183)				(120)	Hors Pôles
Provision pour litiges				(200)	(200)	Hors Pôles
Impact CVA comptable*	56				37	Groupe
Impact DVA comptable*	5				3	Groupe
Badwill Newedge, PV AMUNDI			210		210	Hors Pôles
Dépréciations et pertes en capital			(525)		(525)	Banque de détail et Services Financiers Internationaux
TOTAL	(122)				(595)	Groupe

* Eléments non économiques

NB (1) En raison des règles d'arrondi, la somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté.

(2) Société Générale rappelle que l'ensemble des informations relatives aux résultats de la période (notamment : communiqué de presse, données téléchargeables, diapositives de présentation et annexes) sont disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

11 - SERIES TRIMESTRIELLES

(en millions d'euros)	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	2013	T1-14	T2-14	T3-14
Banque de détail en France								
Produit net bancaire	2 070	2 119	2 086	2 161	8 437	2 073	2 066	2 019
Frais de gestion	-1 335	-1 322	-1 316	-1 385	-5 358	-1 329	-1 288	-1 304
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	735	798	770	776	3 079	744	778	715
Coût net du risque	-323	-295	-293	-346	-1 258	-232	-269	-237
<i>Résultat d'exploitation</i>	412	502	477	430	1 821	512	509	478
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-1	0	0	2	2	-5	1	-6
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	8	10	9	11	37	10	12	13
Charge fiscale	-148	-181	-171	-156	-656	-193	-194	-179
<i>Résultat net</i>	271	331	314	287	1 203	324	328	306
Dont participations ne donnant pas le contrôle	4	1	0	2	7	1	-8	1
<i>Résultat net part du Groupe</i>	267	329	314	286	1 196	323	336	305
Fonds propres normatifs moyens	9 649	9 648	9 575	9 626	9 625	10 185	10 143	9 909
(en millions d'euros)	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	2013	T1-14	T2-14	T3-14
Banque de détail et Services Financiers Internationaux								
Produit net bancaire	1 932	1 929	1 911	1 990	7 762	1 818	1 889	1 900
Frais de gestion	-1 113	-1 095	-1 065	-1 094	-4 367	-1 057	-1 062	-1 068
<i>Résultat brut d'exploitation</i>	819	834	845	897	3 395	761	827	832
Coût net du risque	-406	-409	-383	-636	-1 835	-378	-312	-378
<i>Résultat d'exploitation</i>	413	425	462	260	1 560	383	515	454
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	-1	0	4	6	3	0	-1
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	9	6	6	10	31	8	10	13
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	-525	0	0
Charge fiscale	-113	-116	-128	-81	-438	-106	-138	-122
<i>Résultat net</i>	312	314	340	194	1 160	-237	387	344
Dont participations ne donnant pas le contrôle	56	72	58	-9	177	47	69	48
<i>Résultat net part du Groupe</i>	256	242	282	203	983	-284	318	296
Fonds propres normatifs moyens	10 938	10 510	10 380	10 220	10 512	10 141	10 011	10 269

(en millions d'euros)	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	2013	T1-14	T2-14	T3-14
dont Banque de détail à l'international								
Produit net bancaire	1 478	1 450	1 418	1 490	5 836	1 332	1 376	1 391
Frais de gestion	-869	-846	-823	-842	-3 380	-805	-811	-808
Résultat brut d'exploitation	610	604	594	648	2 456	527	565	583
Coût net du risque	-377	-378	-356	-629	-1 740	-367	-291	-355
Résultat d'exploitation	233	226	239	18	716	160	274	228
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	0	0	5	7	3	0	-1
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3	2	3	2	9	4	3	4
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	-525	0	0
Charge fiscale	-57	-54	-57	-6	-174	-38	-63	-52
Résultat net	182	174	184	19	558	-396	214	179
Dont participations ne donnant pas le contrôle	57	65	62	-14	170	47	70	48
Résultat net part du Groupe	125	108	122	33	388	-443	144	131
Fonds propres normatifs moyens	7 118	6 655	6 543	6 420	6 684	6 537	6 495	6 637
dont Services financiers aux entreprises et Assurances								
Produit net bancaire	479	499	520	543	2 042	526	546	546
Frais de gestion	-232	-237	-238	-248	-956	-245	-252	-257
Résultat brut d'exploitation	247	262	282	296	1 086	281	294	289
Coût net du risque	-24	-25	-28	-26	-103	-21	-20	-23
Résultat d'exploitation	223	237	254	270	983	260	274	266
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-1	0	0	-1	0	0	0
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	6	5	3	10	25	5	6	10
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Charge fiscale	-71	-75	-81	-84	-311	-82	-88	-84
Résultat net	158	166	176	196	696	183	192	192
Dont participations ne donnant pas le contrôle	2	2	2	2	7	2	1	2
Résultat net part du Groupe	157	164	175	194	689	181	191	190
Fonds propres normatifs moyens	3 612	3 639	3 624	3 613	3 622	3 457	3 398	3 522
dont Assurances								
Produit net bancaire	182	185	187	195	750	192	195	198
Frais de gestion	-67	-69	-71	-72	-280	-73	-73	-78
Résultat brut d'exploitation	116	116	116	123	470	119	122	120
Coût net du risque	0	0	0	0	0	0	0	0
Résultat d'exploitation	116	116	116	123	470	119	122	120
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Charge fiscale	-37	-37	-37	-39	-150	-38	-39	-38
Résultat net	79	79	79	84	320	81	83	82
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	1	2	0	1	0
Résultat net part du Groupe	78	78	78	83	318	81	82	82
Fonds propres normatifs moyens	1 455	1 491	1 502	1 517	1 491	1 529	1 533	1 587
dont Services Financiers aux entreprises								
Produit net bancaire	297	314	332	348	1 292	334	351	348
Frais de gestion	-166	-168	-167	-175	-676	-172	-179	-179
Résultat brut d'exploitation	131	146	166	173	616	162	172	169
Coût net du risque	-24	-25	-28	-26	-103	-21	-20	-23
Résultat d'exploitation	107	121	138	147	513	141	152	146
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	-1	0	0	-1	0	0	0
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	6	5	3	10	25	5	6	10
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Charge fiscale	-34	-38	-44	-46	-161	-44	-49	-46
Résultat net	80	87	98	112	376	102	109	110
Dont participations ne donnant pas le contrôle	1	1	1	1	5	2	0	2
Résultat net part du Groupe	78	86	96	111	371	100	109	108
Fonds propres normatifs moyens	2 157	2 149	2 122	2 096	2 131	1 928	1 866	1 935
dont autre								
Produit net bancaire	-26	-20	-27	-43	-116	-40	-33	-37
Frais de gestion	-11	-12	-4	-4	-31	-7	1	-3
Résultat brut d'exploitation	-37	-32	-31	-47	-147	-47	-32	-40
Coût net du risque	-5	-6	1	19	8	10	-1	0
Résultat d'exploitation	-42	-38	-30	-28	-139	-37	-33	-40
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	-1	0	-2	-3	-1	1	-1
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Charge fiscale	15	13	10	10	48	14	13	14
Résultat net	-28	-26	-20	-21	-94	-24	-19	-27
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-3	5	-5	3	0	-2	-2	-2
Résultat net part du Groupe	-25	-30	-15	-24	-94	-22	-17	-25
Fonds propres normatifs moyens	208	215	214	187	206	146	118	110

(en millions d'euros)	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	2013	T1-14	T2-14	T3-14
Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs								
Produit net bancaire	2 266	2 093	2 076	1 947	8 382	2 127	2 295	2 115
Frais de gestion	-1 469	-1 352	-1 421	-1 831	-6 073	-1 465	-1 568	-1 554
Résultat brut d'exploitation	797	741	655	115	2 308	662	727	561
Coût net du risque	-71	-185	-230	-60	-546	-54	28	-27
Résultat d'exploitation	726	556	425	55	1 762	608	755	534
Gains ou pertes nets sur autres actifs	5	0	0	-1	4	0	-5	0
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	29	29	20	-110	-32	25	19	28
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	-50	-50	0	0	0
Charge fiscale	-189	-124	-74	-76	-462	-149	-180	-112
Résultat net	571	461	371	-181	1 222	484	589	450
Dont participations ne donnant pas le contrôle	4	5	4	3	16	3	4	5
Résultat net part du Groupe	567	456	366	-184	1 206	481	585	445
Fonds propres normatifs moyens	15 598	15 797	14 356	13 214	14 742	12 440	12 772	13 326
dont activités de marché								
Produit net bancaire	1 373	1 241	1 200	1 055	4 868	1 243	1 215	1 050
dont Actions	629	621	621	646	2 519	688	538	465
dont Taux, Changes et Matières premières	744	620	578	408	2 350	556	676	585
Frais de gestion	-808	-703	-783	-1 081	-3 374	-799	-743	-703
Résultat brut d'exploitation	565	539	417	-27	1 494	444	472	347
Coût net du risque	-31	-133	-151	-65	-381	-10	6	-23
Résultat d'exploitation	534	405	266	-92	1 113	434	478	324
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	1	-1	0
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	1	1	0	0	0
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Charge fiscale	-153	-104	-55	-90	-401	-116	-126	-77
Résultat net	381	302	211	-181	713	319	351	247
Dont participations ne donnant pas le contrôle	4	3	4	2	13	3	2	3
Résultat net part du Groupe	378	298	206	-182	700	316	349	244
Fonds propres normatifs moyens	10 280	10 017	8 717	7 662	9 169	7 149	7 262	7 000
dont Financement et Conseil								
Produit net bancaire	475	402	443	477	1 797	455	532	509
Frais de gestion	-308	-277	-286	-345	-1 216	-304	-307	-323
Résultat brut d'exploitation	167	125	156	132	581	151	225	186
Coût net du risque	-43	-47	-61	13	-138	-43	24	-4
Résultat d'exploitation	124	78	96	145	443	108	249	182
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3	0	0	0	3	0	-8	-1
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	0	0	-1	1
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Charge fiscale	-19	-1	-4	10	-14	-14	-48	-29
Résultat net	109	77	92	155	432	94	192	153
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	1	0	1	2	1	-1	2
Résultat net part du Groupe	109	76	92	154	430	93	193	151
Fonds propres normatifs moyens	3 460	3 531	3 435	3 272	3 425	3 480	3 727	4 061
dont Métier Titres et Courtage								
Produit net bancaire	155	177	153	159	644	168	290	283
Frais de gestion	-148	-155	-151	-187	-641	-158	-314	-306
Résultat brut d'exploitation	7	22	2	-28	3	10	-24	-23
Coût net du risque	-1	0	0	0	0	0	-1	2
Résultat d'exploitation	6	23	2	-28	3	10	-25	-21
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	0	0	0	1	-1	1	0
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0	-1	-3	-144	-148	-2	0	0
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	-50	-50	0	0	0
Charge fiscale	-3	-8	-1	11	0	-5	11	8
Résultat net	5	13	-2	-211	-194	2	-13	-13
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	1	-2	3	0
Résultat net part du Groupe	5	13	-2	-211	-195	4	-16	-13
Fonds propres normatifs moyens	836	1 244	1 199	1 275	1 139	781	733	1 268
dont Gestion d'Actifs et Banque Privée								
Produit net bancaire	264	272	281	255	1 072	261	258	273
dont Lyxor	50	38	47	52	186	48	50	49
dont Banque Privée	205	231	227	195	858	207	201	219
dont autre	8	4	7	8	28	6	7	5
Frais de gestion	-206	-217	-201	-218	-842	-204	-204	-222
Résultat brut d'exploitation	58	55	79	38	230	57	54	51
Coût net du risque	4	-5	-19	-7	-27	-1	-1	-2
Résultat d'exploitation	62	50	61	30	203	56	53	49
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	0	0	0	0	0	3	1
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	28	30	23	33	114	27	20	27
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Charge fiscale	-14	-11	-14	-8	-47	-14	-17	-14
Résultat net	76	69	70	56	271	69	59	63
Dont participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	1	0	0
Résultat net part du Groupe	76	69	70	56	271	68	59	63
Fonds propres normatifs moyens	1 023	1 005	1 006	1 004	1 009	1 029	1 050	998

(en millions d'euros)	T1-13	T2-13	T3-13	T4-13	2013	T1-14	T2-14	T3-14
Hors Pôles								
Produit net bancaire	-1 287	-21	-437	-402	-2 147	-342	-357	-165
dont MtM passifs financiers	-1 045	53	-223	-379	-1 594	-158	-21	-4
Frais de gestion	-55	-44	-55	-95	-249	-24	21	-55
Résultat brut d'exploitation	-1 342	-65	-492	-497	-2 396	-366	-336	-220
Coût net du risque	-127	-96	-186	-2	-411	-3	-199	0
Résultat d'exploitation	-1 469	-161	-679	-499	-2 807	-369	-535	-220
Gains ou pertes nets sur autres actifs	441	1	-7	128	563	0	206	0
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	4	2	10	9	26	10	8	-15
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	0	0	0	0	0
Charge fiscale	331	123	280	294	1 028	177	132	39
Résultat net	-692	-36	-395	-68	-1 191	-182	-189	-196
Dont participations ne donnant pas le contrôle	34	38	33	45	150	23	20	14
Résultat net part du Groupe	-727	-73	-428	-113	-1 341	-205	-209	-210
Groupe								
Produit net bancaire	4 981	6 120	5 636	5 696	22 433	5 676	5 893	5 869
Frais de gestion	-3 971	-3 813	-3 858	-4 405	-16 047	-3 875	-3 897	-3 981
Résultat brut d'exploitation	1 010	2 307	1 778	1 291	6 386	1 801	1 996	1 888
Coût net du risque	-927	-985	-1 093	-1 045	-4 050	-667	-752	-642
Résultat d'exploitation	83	1 322	685	246	2 336	1 134	1 244	1 246
Gains ou pertes nets sur autres actifs	448	0	-7	134	575	-2	202	-7
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	50	46	45	-80	61	53	49	39
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0	-50	-50	-525	0	0
Charge fiscale	-119	-298	-93	-18	-528	-271	-380	-374
Résultat net	462	1 070	630	232	2 394	389	1 115	904
Dont participations ne donnant pas le contrôle	98	115	96	41	350	74	85	68
Résultat net part du Groupe	364	955	534	191	2 044	315	1 030	836
Fonds propres normatifs moyens	41 298	41 761	42 283	42 375	41 929	42 274	42 253	42 909
ROE Groupe (après impôt)	2,8%	8,4%	4,3%	2,1%	4,4%	2,2%	8,8%	6,8%
Coefficient d'exploitation (hors réévaluation des dettes liées au risque de crédit propre)	66%	63%	66%	73%	67%	66%	66%	68%

Société Générale

Société Générale est l'un des tout premiers groupes européens de services financiers. S'appuyant sur un modèle diversifié de banque universelle, le Groupe allie solidité financière et stratégie de croissance durable avec l'ambition d'être la banque relationnelle, référence sur ses marchés, proche de ses clients, choisie pour la qualité et l'engagement de ses équipes.

Acteur de l'économie réelle depuis 150 ans, Société Générale emploie plus de 148 000 collaborateurs, présents dans 76 pays, et accompagne au quotidien 32 millions de clients dans le monde entier en offrant une large palette de conseils et solutions financières sur mesure aux particuliers, entreprises et investisseurs institutionnels, qui s'appuie sur trois pôles métiers complémentaires :

- **La banque de détail en France** avec les enseignes Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama qui offrent des gammes complètes de services financiers avec une offre multicanal à la pointe de l'innovation digitale.
- **La banque de détail à l'international, services financiers et assurances** avec des réseaux présents dans les zones géographiques en développement et des métiers spécialisés leaders dans leurs marchés.
- **La banque de financement et d'investissement, banque privée, gestion d'actifs et métier titres** avec leurs expertises reconnues, positions internationales clés et solutions intégrées.

Société Générale figure dans les principaux indices de développement durable : Dow Jones Sustainability Index (Europe), FSTE4Good (Global et Europe), Euronext Vigeo (Global, Europe, Eurozone et France), ESI Excellence (Europe) d'Ethibel et 5 des indices STOXX ESG Leaders.

Pour plus d'information, vous pouvez suivre le compte twitter @societegenerale ou visiter le site www.societegenerale.com

Société Générale a 150 ans

En 2014, le groupe Société Générale célèbre ses 150 ans sous le signe de l'esprit d'entreprendre, de l'esprit d'équipe et de l'innovation. Fondée par un groupe d'industriels et de financiers, la banque porte l'ambition inscrite dans le décret signé par Napoléon III à sa création le 4 mai 1864 : « **Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France** ».

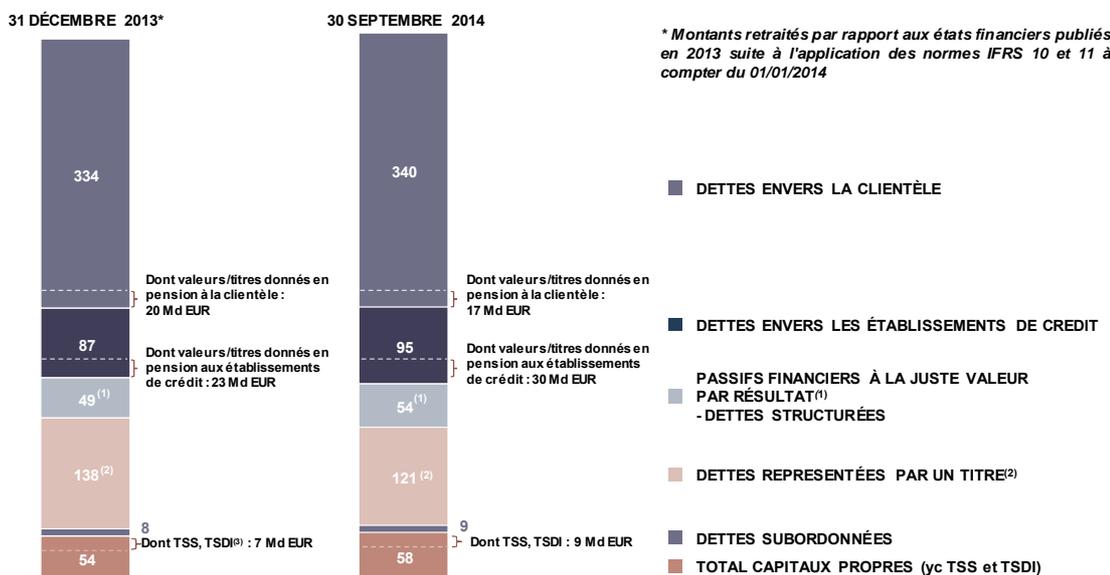
Dès son origine au service du développement de l'économie, la banque a contribué au financement des infrastructures du monde moderne et des grandes entreprises françaises. Dès les années 1870, Société Générale a été parmi les premières banques françaises à s'implanter à Londres et en Russie, puis au Maghreb, à New York, en Afrique et à s'engager dans les pays d'Europe centrale.

Depuis toujours à la pointe de l'innovation, Société Générale puise aujourd'hui dans ses racines pour affirmer sa vision de la banque de demain, réinventer ses métiers au service de ses clients et devenir l'entreprise bancaire du 21e siècle.

2.2 Politique financière

2.2.1 Situation d'endettement du Groupe

Structure de financement :

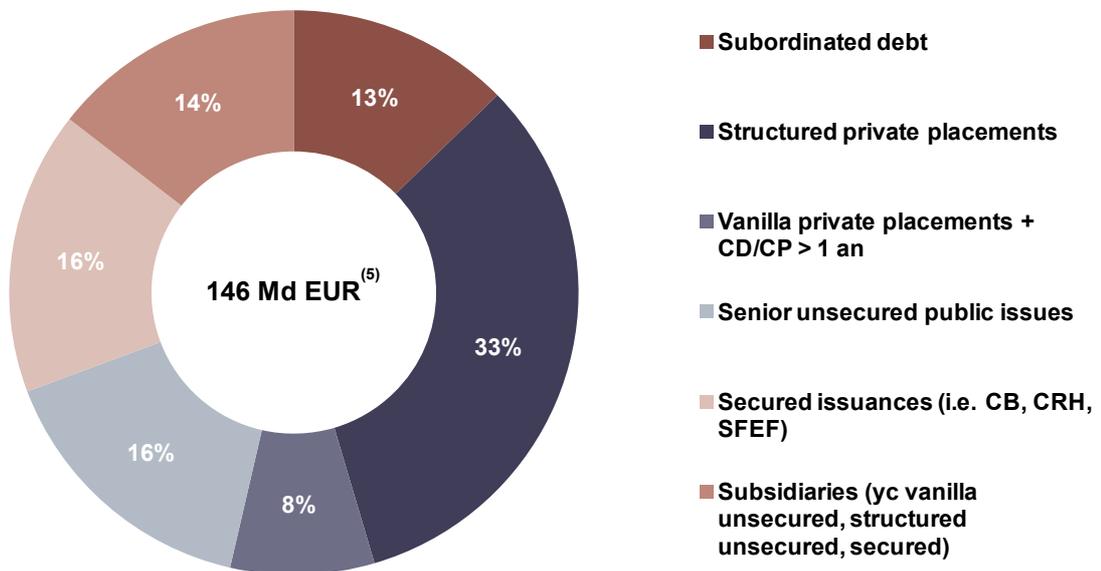


(1) Dont dettes représentées par un titre dans le portefeuille de transaction, et dettes évaluées à la juste valeur par résultat sur option. Montant des émissions non sécurisées à échéance supérieure à un an : 37 Md EUR à fin 2013 et 35 Md EUR à fin septembre 2014

(2) Dont, à fin septembre 2014 : SGSCF : 8,3 Md EUR ; SGSFH : 8,7 Md EUR ; CRH : 6,7 Md EUR ; titrisations : 4,2 Md EUR ; conduits : 8,7 Md EUR (respectivement à fin 2013 : SGSCF : 8,5 Md EUR ; SGSFH : 7,9 Md EUR ; CRH : 7,3 Md EUR ; titrisations : 2,4 Md EUR ; conduits : 6,7 Md EUR) Montant des émissions non sécurisées à échéance supérieure à un an : 40 Md EUR à fin 2013 et 31 Md EUR à fin septembre 2014

(3) TSS, TSDI : Titres Super Subordonnés, Titres Subordonnés à Durée Indéterminée

Encours des titres émis à long terme par le groupe⁽¹⁾



(1) Y compris dettes subordonnées en capitaux propres

(2) Incluant les émissions sécurisées et CRH

(3) Incluant les émissions sécurisées et non sécurisées

(4) Incluant les émissions subordonnées perpétuelles, comptabilisées en capitaux propres

(5) Ce graphique n'intègre pas les émissions à court terme du Groupe pour 48 Md EUR au 30/09/2014

3 - Chapitre 3 : Gouvernement d'entreprise

3.1 Direction Générale

(Composition à compter du 1^{er} septembre 2014)

Frédéric Oudéa, Président-Directeur général

Séverin Cabannes, Directeur général délégué, plus particulièrement en charge de : Finance, Risques, Ressources, Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs.

Bernardo Sanchez Incera, Directeur général délégué, plus particulièrement en charge de l'ensemble de la banque de détail en France, de la supervision de la banque de détail et des services financiers internationaux.

Frédéric Oudéa, Bernardo Sanchez Incera et Séverin Cabannes sont dirigeants effectifs au sens de la réglementation bancaire.

3.2 Comité exécutif

(Composition à compter du 1^{er} septembre 2014)

Frédéric OUDÉA

Président-Directeur général

Séverin CABANNES

Directeur général délégué

Bernardo SANCHEZ INCERA

Directeur général délégué

Laurent GOUTARD

Directeur de la banque de détail Société Générale en France

Caroline GUILLAUMIN

Directrice de la Communication du Groupe

Didier HAUGUEL

Co-directeur de la Banque et Services Financiers Internationaux

Philippe HEIM

Directeur financier du Groupe

Edouard-Malo HENRY

Directeur des Ressources Humaines du Groupe

Françoise MERCADAL-DELASALLES

Directrice des Ressources et de l'Innovation du Groupe

Benoît OTTENWAELTER

Directeur des Risques du Groupe

Jean-Luc PARER

Co-directeur de la Banque et Services Financiers Internationaux

Patrick SUET

Secrétaire général et Responsable de la Conformité du Groupe

Didier VALET

Directeur, Banque de Financement & d'Investissement et de Banque Privée, Gestion d'actifs & Métier Titres

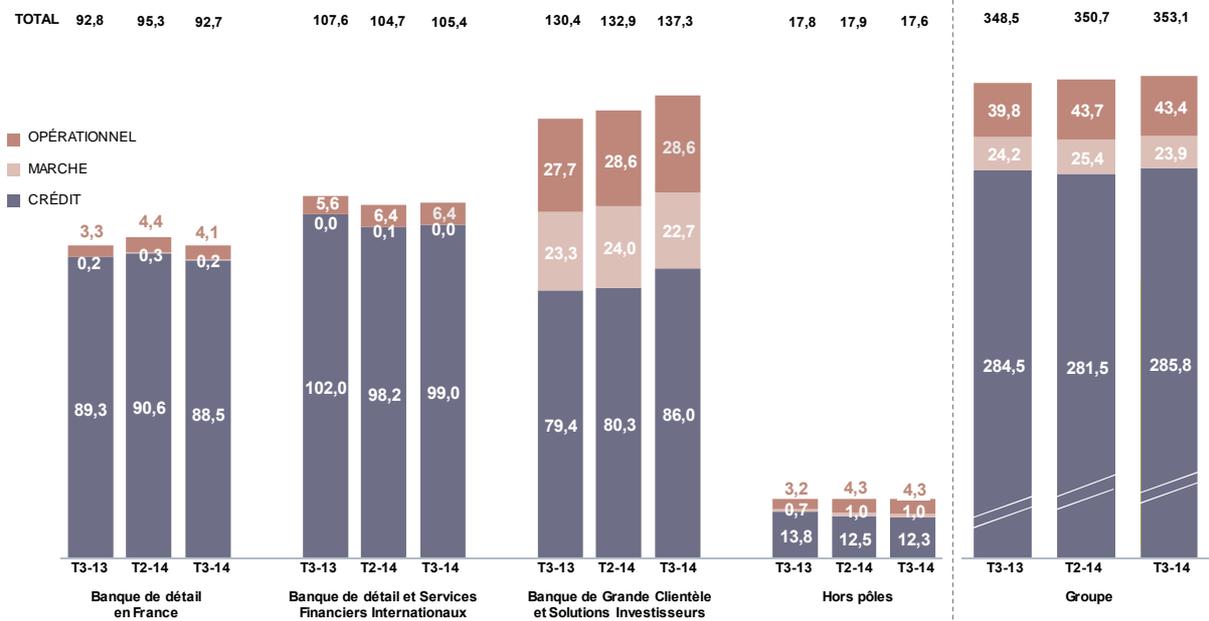
4 - Chapitre 4 : Risques et adéquation des fonds propres

4.1 Ratios réglementaires

4.1.1 Gestion des ratios prudentiels – actualisation des pages 143 et 144 du DDR 2014

Au troisième trimestre 2014, Société Générale a procédé à une émission *Tier 2* de 1,0 MdEUR le 16 septembre 2014.

4.1.2 Encours pondérés des risques (CRR/CRD4, en Md EUR) – actualisation de la page 125 du DDR 2014



* Y compris les entités incluses dans le périmètre IFRS 5 jusqu'à leur cession effective

4.1.3 Rapprochement des capitaux propres comptables et prudentiels et ratios CRR/CRD4 – actualisation de la page 145 du DDR 2014

<i>En milliards d'euros</i>	30 Juin 14	30 Sept.14
Capitaux propres part du Groupe	53,3	55,0
Titres super subordonnés (TSS)*	(8,7)	(9,2)
Titres Subordonnés à Durée Indéterminée (TSDI)*	(0,4)	(0,4)
Provision pour dividendes et coupons sur hybrides	(0,7)	(1,0)
Ecart d'acquisition et incorporels	(6,6)	(6,6)
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	2,6
Déductions et retraitements prudentiels**	(3,7)	(3,7)
Fonds propres Common Equity Tier One	35,7	36,7
Fonds propres additionnels de catégorie 1	8,0	9,2
Fonds propres Tier One	43,7	45,9
Fonds propres de catégorie 2	5,4	5,6
Fonds propres globaux (Tier 1 + Tier 2)	49,1	51,5
Encours pondérés	350,7	353,1
Ratio Common Equity Tier 1	10,2%	10,4%
Ratio Tier 1	12,5%	13,0%
Ratio Global	14,0%	14,6%
Ratio conglomérat financier		>100%

* Ratios publiés selon les règles CRR/CRD4 publiées le 26 juin 2013, incluant le compromis danois pour les activités d'assurance
 * Hors primes d'émission sur les TSS et les TSDI
 ** Déductions sans plafonnement

4.1.4 Ratio de levier CRR

RATIO DE LEVIER CRR

Ratio de levier CRR⁽¹⁾

<i>En milliards d'euros</i>	30 Sept.14
Tier One	45,9
Total bilan prudentiel ⁽²⁾	1 194
Ajustement au titre des expositions sur dérivés	(41)
Ajustement au titre des opérations de financement sur titres*	(21)
Hors Bilan (engagements de financement et garanties)	81
Ajustements techniques et réglementaires (déductions prudentielles fonds propres Tier one)	(11)
Exposition levier	1 202
Ratio de levier CRR	3,8%

(1) Pro forma, sans phasage, selon les règles CRR intégrant les dispositions de l'acte délégué concernant le ratio de levier adopté en octobre 2014 par la Commission européenne.

(2) Le bilan prudentiel correspond au bilan IFRS retraité du périmètre des entités mises en équivalence (principalement assurances)

* Opérations de financement sur titres : titres reçus en pension, titres donnés en pension, opérations de prêt ou d'emprunt de titres et toutes autres opérations sur titres similaires

4.2 Risques de crédit : Couverture des engagements provisionnables - actualisation de la page 160 du DDR 2014

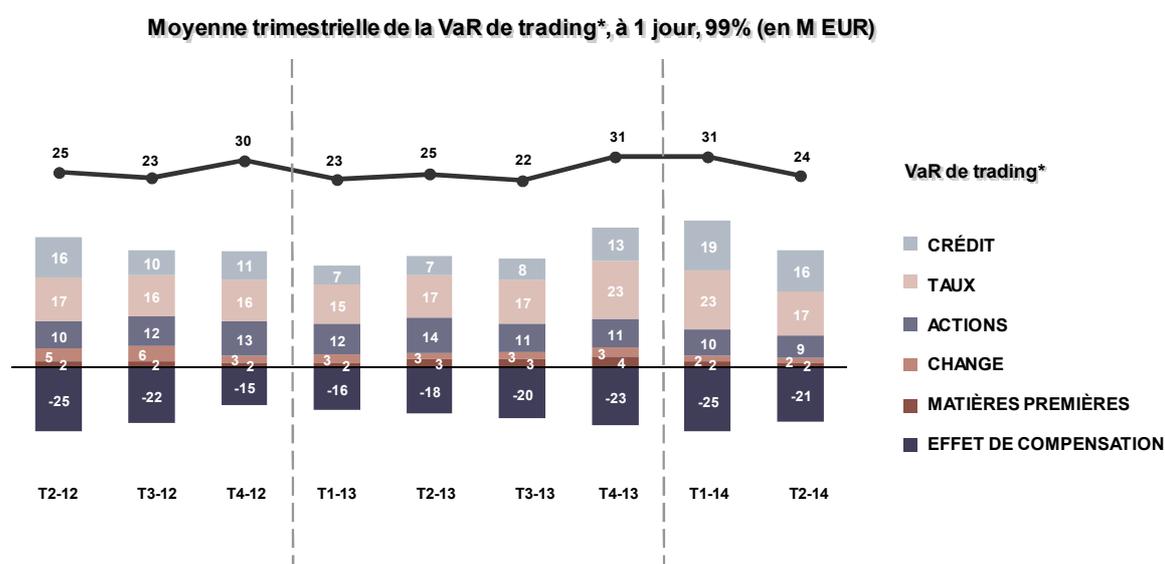
<i>en Md EUR</i>	31/03/2014	30/06/2014	30/09/2014
Créances brutes*	415.4	429.4	431.8
Créances douteuses*	24.9	25.2	24.8
Taux brut d'encours douteux*	6.0%	5.9%	5.7%
Provisions spécifiques*	13.5	13.8	13.7
Provisions base portefeuille*	1.3	1.2	1.2
Taux brut de couverture des encours douteux* (Provisions globales / Créances douteuses)	59%	60%	60%
Actifs gérés en extinction : encours bruts	5.2	5.2	5.4
Créances douteuses	3.0	3.0	3.2
Taux brut d'encours douteux	57%	58%	60%
Provisions spécifiques	2.5	2.5	2.7
Taux brut de couverture des encours douteux	84%	84%	84%

* Hors actifs gérés en extinction. Prêts et créances sur la clientèle, prêts et créances sur les établissements de crédit, locations simples et opérations de location financement et assimilés.

4.3 Risques de marché : Evolution de la VaR de trading - actualisation de la page 177 du DDR 2014

Moyenne trimestrielle de la Valeur en Risque (VaR) à 99%, indicateur synthétique permettant le suivi au jour le jour des risques de marché pris par la banque, en particulier dans ses activités de trading, en millions d'euros

ÉVOLUTION DE LA VAR DE TRADING*



* VaR de trading : mesure sur un an d'historique (soit 260 scénarii) du plus grand risque obtenu après élimination de 1% des occurrences les plus défavorables. Il a été procédé au T3-12 à une réaffectation de certains produits Taux et Change dans la décomposition par facteur de risque de la VaR, avec retraitement des données historiques. Cette réaffectation n'est pas un changement de modèle de VaR, et n'a pas d'incidence sur le niveau de VaR de trading global.

4.4 Risques de liquidité

4.4.1 Financement de marché – actualisation de la page 192 du Document de référence 2014

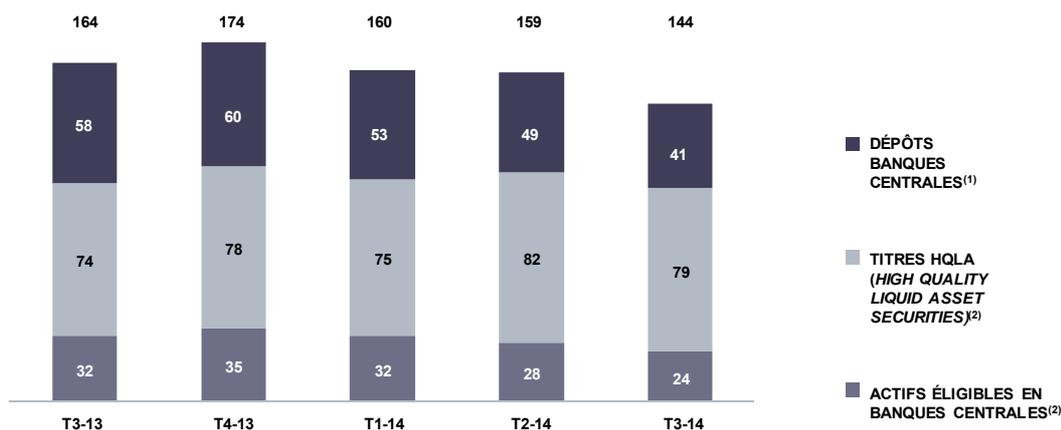
30/09/2014								
En milliards d'euros	Sous total							TOTAL
	<3M	3-6M	6-12M	< 1an	1-2 ANS	2-5 ANS	> 5ans	
Dépôts interbancaires	14	1	1	16	2	6	3	27
Dépôts autres clients	4	0	0	5	0	0	0	5
Emissions court terme	24	7	8	40	0	0	0	40
Emissions conduits	8	0	0	9	0	0	0	9
Emissions senior vanille publiques	1	2	5	8	4	6	5	23
Placements privés vanille	1	0	1	2	2	3	2	9
Covered bonds, CRH, SFEF	0	0	0	0	3	8	12	24
Emissions structurées, autres	3	2	1	6	8	17	18	48
Dette subordonnée*	0	0	1	1	1	3	4	9
Dette LT des pôles	3	3	6	11	7	5	1	24
TOTAL	58	15	23	96	27	48	45	216

*Instrument de dette Tier 2

4.4.2 Réserve de liquidité - actualisation de la page 193 du Document de référence 2014

RÉSERVE DE LIQUIDITÉ

En Md EUR



(1) Hors réserves obligatoires

(2) Disponibles, valorisés après décote

4.5 Risques Juridiques – actualisation de la page 202 du DDR 2014

Une class action (action de Groupe) a été engagée à l'encontre de SG Banque Privée S.A. (Suisse) et de nombreuses autres institutions financières devant la US District Court for the Northern District of Texas. Les demandeurs entendent représenter des clients de Stanford International Bank Ltd. (« SIBL ») auprès de laquelle ils avaient déposé des fonds ou dont ils détenaient des certificats de dépôt depuis le 16 février 2009.

Les demandeurs soutiennent être victimes de pertes résultant des fraudes de SIBL, du groupe Stanford et d'entités liées, dont les défendeurs seraient, selon eux, également responsables. Ils cherchent à récupérer les paiements faits par l'intermédiaire des défendeurs ou faits à ces derniers pour le compte de SIBL ou d'entités qui lui étaient liées au motif qu'il s'agirait de transferts frauduleux. La demande de Société Générale soulevant l'incompétence du tribunal a été rejetée par décision du 5 juin 2014. La requête de Société Générale sollicitant un nouvel examen de cette décision a été rejetée par décision du 8 septembre 2014. Les demandes de rejet de l'action sur le fond sont toujours pendantes.

5 - Chapitre 8 : Responsable du document de référence

5.1 Responsable de l'actualisation du document de référence

M. Frédéric OUDEA, Président-Directeur général de Société Générale

5.2 Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence 2014 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence 2014, de ses actualisations A-01 et A-02 et de la présente actualisation.

Les informations financières historiques présentées dans le document de référence 2014 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 376 à 377 et 434 à 435 du document de référence 2014, ainsi que celles incorporées par référence pour les exercices 2011 et 2012, respectivement en pages 363 à 364 et 426 à 427 du Document de référence 2012 et en pages 385 à 386 et 446 à 447 du Document de référence 2013. Les rapports des contrôleurs légaux référant aux comptes consolidés 2013 et aux comptes sociaux 2012 contiennent des observations. Le rapport des contrôleurs légaux référant aux comptes semestriels consolidés résumés du 30 juin 2014 et celui du 30 juin 2013 contiennent des observations.

Fait à Paris, le 6 novembre 2014

M. Frédéric OUDEA
Président-Directeur général de Société Générale

5.3 Responsables du contrôle des comptes

COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES

Nom : Société Ernst & Young et Autres
représentée par Mme Isabelle Santenac

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Nom : Société Deloitte et Associés
représentée par M. Jean-Marc Mickeler

Adresse : 185, avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Date de 1ere nomination : 18 avril 2003

Date de renouvellement : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Expiration de ce mandat : à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS

Nom : Société Picarle et Associés

Adresse : 1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Nom : Société BEAS

Adresse : 7-9 Villa Houssay
92200 Neuilly-sur-Seine

Date de nomination : 22 mai 2012

Durée du mandat en cours : 6 exercices

Les sociétés Ernst & Young et Autres et Deloitte et Associés sont enregistrées comme Commissaire aux comptes auprès de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

6 - Chapitre 9 : Table de concordance

6.1 Table de concordance de l'actualisation

Rubriques	Document de référence 2014	Première actualisation	Deuxième actualisation	Troisième actualisation
1. PERSONNES RESPONSABLES	464	84	140	42
2. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES	436; 465	85	141	43
3. INFORMATIONS FINANCIERES SELECTIONNEES				
Informations financières historiques sélectionnées pour l'émetteur pour chaque exercice	Chiffres clés p.5	3		
Informations financières sélectionnées pour des périodes intermédiaires	NA		13-37	
4. FACTEURS DE RISQUE	56;107-120;124-213	67-73 ; Annexe 1	66-82	35-41
5. INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR				
5.1. Histoire et évolution de la Société	4; 448			
5.2. Investissements	54	4	46-47	
6. APERÇU DES ACTIVITES				
6.1. Principales activités	5; 46-48	3-5	4-61	5-32
6.2. Principaux marchés	5-22; 372-375			
6.3. Evénements exceptionnels	NA			
6.4. Degré de dépendance de l'émetteur à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers ou de nouveaux procédés de fabrication	NA			
6.5. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	Sommaire	31	27	19
7. ORGANIGRAMME				
7.1. Description sommaire du Groupe	5; 22-23		12	
7.2. Liste des filiales importantes	27-45; 366-371; 424-433		12 ; 97	
8. PROPRIETES IMMOBILIERES, USINES ET EQUIPEMENTS				
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	55; 326		43-44	
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	216-261			
9. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT				
9.1. Situation financière	49-53		18 ; 41-45	
9.2. Résultat d'exploitation	24-45	16-41	13-37	5-30
10. TRESORERIE ET CAPITAUX				
10.1. Informations sur les capitaux de l'émetteur	266-272		89-90 ; 128	
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de l'émetteur	273		91	
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de l'émetteur	51-53		44-45	31-32
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sur les opérations de l'émetteur	449			
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues qui seront nécessaires pour honorer les engagements visés aux points 5.2.3 et 8.1	52-53; 55			
11. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT, BREVETS ET LICENCES	NA			
12. INFORMATION SUR LES TENDANCES	57-58			
13. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU BENEFICE	NA			
ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE				
14.1. Conseil d'administration et Direction générale	60-81	42-43	62-65	33-34

Rubriques	Document de référence 2014	Première actualisation	Deuxième actualisation	Troisième actualisation
14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la Direction générale	69			
15. REMUNERATION ET AVANTAGES				
15.1. Montant de la rémunération versée et les avantages en nature	82-104	44-66		
15.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées par ailleurs par l'émetteur aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	365			
16. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION				
16.1. Date d'expiration du mandat actuel	61-66			
	NA			
16.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration				
Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération	77-79			
16.3. de l'émetteur				
Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme, ou non, au régime	71			
16.4. de gouvernement d'entreprise				
17. SALARIES				
17.1. Nombre de salariés	234-246			
17.2. Participations et stock-options des administrateurs	61-66 ; 82-104		120	
Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de	243		128	
17.3. l'émetteur				
18. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES				
Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de	444-		128	
18.1. vote	445			
18.2. Droits de vote différents des actionnaires sus-visés	444-445 ; 449		128	
18.3. Contrôle de l'émetteur	444-445			
18.4. Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle	NA			
	105-106 ; 365 ; 424-			
19. OPERATIONS AVEC DES APPARENTES	433			
20. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR				
	266-375 ; 380-433 ; 469			
20.1. Informations financières historiques				
20.2. Informations financières pro forma	NA	6-15		
20.3. Etats financiers	266-375 ; 380-433			
	121-122 ; 376-377 ; 434-435			
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles				
20.5. Date des dernières informations financières	266 ; 380		83	
20.6. Informations financières intermédiaires	NA	16-41	13-37 ; 83-125	5-30
20.7. Politique de distribution des dividendes	438-441		62	
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	202-204			
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	56			
21. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES				
21.1. Capital social	442-449	74	128	
21.2. Acte constitutif et statuts	450-454	74-83	129-137	
22. CONTRATS IMPORTANTS	55			
23. INFORMATIONS PROVENANT DE TIERS, DECLARATIONS D'EXPERTS ET DECLARATIONS D'INTERETS	NA			
24. DOCUMENTS ACCESSIBLES AU PUBLIC	449			
	22-23 ; 366-371 ; 424-433			
25. INFORMATIONS SUR LES PARTICIPATIONS				

6.2 Table de concordance du rapport Pilier 3

Publications requises dans la CRD	Document de référence 2014	Première actualisation	Deuxième actualisation	Troisième actualisation
Périmètre de consolidation				
<p>(a) Nom de l'entité consolidante</p> <p>(b) Différences entre le périmètre de consolidation prudentiel et comptable, description brève des entités consolidées</p> <p>(i) par intégration globale ;</p> <p>(ii) par intégration proportionnelle ;</p> <p>(iii) déduites des fonds propres ; ou</p> <p>(iv) ni consolidées, ni déduites ;</p> <p>(c) difficultés potentielles (juridiques ou pratiques) nuisant au rapatriement rapide des fonds propres ou autres engagements de la maison-mère envers ses filiales ;</p> <p>(d) le montant global de l'écart et le détail des noms des filiales non consolidées pour lesquelles les fonds propres sont inférieurs au minimum requis ; et</p> <p>(e) si applicable, les raisons du recours au dispositif prévu aux articles 69 et 70.</p>	<p>(a) p. 448</p> <p>(b) Descriptions synthétiques des filiales : note 46 aux états financiers ;</p> <p>Différences de périmètre : Chapitre 4, tableaux 1 à 3 (i) et (ii) Chapitre 4, section 3, tableau 1.</p> <p>(iii) sociétés déduites : sociétés d'assurance : chapitre 4, section 3, tableau 6, sociétés mises en équivalence : chapitre 4, section 3, tableau 1</p> <p>(iv) Autres filiales exclues : chapitre 4, section 3, tableau 3</p> <p>(c) (d) (e) Informations non publiées pour des raisons de confidentialité.</p>			
Fonds propres				
<p>(a) Information synthétique sur la composition des fonds propres.</p> <p>(b) Rapprochement des fonds propres comptables et prudentiels.</p> <p>(c) Montant total des fonds propres additionnels.</p> <p>(d) déductions.</p> <p>(e) montant total des fonds propres éligibles.</p>	<p>L'ensemble de l'information figure dans le chapitre 4, section 3 du présent document de référence, page 140.</p> <p>(a) description et tableaux pages 142 et suivantes</p> <p>(b) tableau 6</p> <p>(c) tableaux 4 et 5 (d) tableaux 6 et 8</p> <p>(e) tableaux 4,5, 6 et précisions sur les émissions Tier 2 disponibles dans la note 16 aux états financiers de la société mère, page 406</p>	Section 4.1.1	Section 4.2 Ratios réglementaires	Section 4.1 Ratios réglementaires
Titrisations				
<p>(a) Description des activités du Groupe en matière de titrisation.</p> <p>(b) La nature des autres risques associés aux opérations de titrisation (liquidité...).</p> <p>(c) Risques liés à la séniorité des tranches détenues et aux processus de re-titrisation.</p> <p>(d) Rôles de l'institution dans le processus de titrisation.</p> <p>(e) Informations complémentaires relatives au (d).</p> <p>(f) Description des processus de pilotage des risques de crédit et de marché.</p> <p>(g) Principes de couverture des portefeuilles.</p> <p>(h) Mode de détermination des encours pondérés. (i) Types de véhicules utilisés pour les titrisations. (j) méthodes comptables.</p> <p>(k) recours à des agences de notation.</p> <p>(l) Description des modèles IAA.</p> <p>(m) Explications qualitatives.</p> <p>(n) Séparément pour les portefeuilles bancaire et de négociation, information par type d'exposition :</p> <p>(i) montant total des encours titrisés (titrisation traditionnelles et synthétiques) et titrisations pour lesquelles le Groupe est sponsor ;</p> <p>(ii) positions concernées au bilan et engagements hors bilan ;</p> <p>(iii) montant global des encours en attente de titrisation ;</p> <p>(iv) informations relatives aux titrisations soumises à amortissement anticipé ;</p> <p>(v) titrisations déduites des fonds propres ou pondérées à 1 250 % ;</p> <p>(vi) résumé de l'activité de titrisation de l'année écoulée.</p> <p>(o) Séparément pour les activités bancaires et de négociation :</p> <p>(i) montant global des encours de titrisation conservés ou acquis et besoins en capital associés ;</p> <p>(ii) montants des re-titrisations et classification selon la qualité des contreparties.</p> <p>(p) Information sur les encours présentant des arriérés de paiement.</p> <p>(q) Pour le portefeuille de négociation, totale des expositions titrisées soumises à exigences en fonds propres au titre du risque de marché, répartis entre titrisations synthétiques et traditionnelles par type d'exposition.</p>	<p>Toutes les informations requises figurent dans le chapitre 4, section 5, p. 161 et s. sauf exceptions ci-dessous</p> <p>(f) (g) risques de crédit et de marché suivis conformément aux règles et procédures du Groupe (Cf. chapitre 4, sections 4 et 6 respectivement p. 151 et 174).</p> <p>(n) (iv) Non applicable.</p>			
Rémunération	Document de référence 2014	Première actualisation	Deuxième actualisation	Troisième actualisation

Rémunération	Document de référence 2014	Première actualisation	Deuxième actualisation	Troisième actualisation
	Le rapport complet sur les rémunérations sera publié avec la première actualisation du Document de référence. Les informations concernant le comité des rémunérations et les principes généraux régissant le lien entre risque et rémunération figurent respectivement p. 79 et 110.	Section 3.2.2 Rapport sur les politiques et pratiques de rémunération	Section 3.3 Rémunération des dirigeants du Groupe	
Risque de marché				
(a) Par portefeuille : (i) caractéristiques des modèles ; (ii) pour les charges en capital en modèle interne, conformément aux points 5a et 5l de l'annexe 5 de la Directive 2006/49/EC, description des méthodologies utilisées et des risques mesurés, notamment l'approche retenue par la banque pour déterminer les horizons de liquidité et les méthodologies utilisées pour réaliser une mesure du capital respectant les normes de robustesse requises, ainsi que les approches utilisées dans la valorisation du modèle ; (iii) description des méthodes de stress tests ; (iv) description des méthodes de backtesting et validation des modèles. (b) Le périmètre de revue par l'autorité de supervision. (c) Une description des mesures prises et méthodologies appliquées conformément aux exigences exposées en partie B de l'annexe VII de la Directive 2006/49/EC. (d) Niveaux minimum, maximum, moyen et en fin de période de la VaR, de la VaR stressée, de l'IRC et de la CRM. (e) L'horizon de liquidité moyen utilisé en modèle interne pour chaque sous portefeuille couvert, en accord avec les points 5a et 5l de l'Annexe V de la Directive 2006/49/EC. (f) Comparaison entre VAR et résultat quotidien.	L'ensemble des informations requises figure dans la section 6 du chapitre 4 du présent Document de référence, page 174 et suivantes, sauf mention contraire ci-dessous. Les éléments suivants ne sont pas détaillés dans ce chapitre : - La ventilation des charges en capital en modèle interne par facteur de risque (la décomposition de la VaR par facteur de risque avant effet de compensation étant toutefois fournie). Les descriptions par portefeuille des méthodologies utilisées dans i) les modèles internes, ii) les stress tests, et iii) le backtesting, dans la mesure où les principes généraux de ces modèles, qui s'appliquent à l'ensemble des classes d'actifs et aux sous portefeuilles considérés, sont déjà décrits de manière globale	Intégration d'une analyse de la VaR par type de risque Mise à jour de la VaR de trading <i>Section 4.5</i>	Section 4.6 Evolution de la VaR de trading	Section 4.3. Evolution de la VaR de trading
Approche IRB				
	Les informations détaillées concernant l'approche IRB seront publiées au cours du mois de mars, et incluses dans la première actualisation du Document de référence. Les informations synthétisant la démarche relative aux risques de crédit figurent dans le Chapitre 4, section 4 du présent Document de référence	Annexe 1 : Complément au rapport Pilier 3 publié dans le Document de référence le 4 mars 2014		
Risque lié aux actions				
c) pour les établissements de crédit qui calculent les montants de leurs expositions pondérés conformément aux articles 84 à 89, 8 % du montant des expositions pondéré pour chacune des catégories d'expositions prévues à l'article 86. Pour la catégorie des expositions à l'égard de la clientèle de détail, cette exigence s'applique à chacune des catégories d'expositions auxquelles les différentes corrélations prévues à l'annexe VII, partie 1, points 10 à 13, correspondent. Pour la catégorie des expositions sur actions, cette exigence s'applique : i) à chacune des approches prévues à l'annexe VII, partie 1, points 17 à 26 ; ii) aux expositions sur actions cotées, aux expositions sur capital investissement appartenant à un portefeuille suffisamment diversifié, et aux autres expositions ; iii) aux expositions faisant l'objet d'un régime prudentiel transitoire en matière d'exigences de fonds propres ; et iv) aux expositions faisant l'objet d'une clause de maintien des acquis en matière d'exigences de fonds propres ; d) les exigences minimales de fonds propres calculées conformément à l'article 75, points b) et c) ; et e) les exigences minimales de fonds propres calculées conformément aux articles 103 à 105, celles-ci étant publiées séparément.	Informations disponible dans le Chapitre 4 - Autres risques – risques liés aux actions, p.205			

6.3 Table de concordance avec les recommandations de l'enhanced disclosure task force

Recommandations	Détails	Page DDR	Troisième actualisation
Définition des principaux termes utilisés	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise à disposition d'un glossaire des principaux termes utilisés ▪ Définitions en tant que de besoin dans les chapitres concernés 	477	
Définition des risques et perspectives	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chiffres clés ▪ Typologie des risques ▪ Facteurs de risques ▪ Évolutions récentes et perspectives 	124-125 126 127 6 ; 57	
Définition des évolutions réglementaires et nouveaux ratios de référence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ratio de capital Bâle 3 non phasé ▪ Surcharge SIFI ▪ Ratio de levier ▪ LCR ▪ NSFR 	149 150 150 ; 6 193-194 193-194	Section 2.1 Section 4.1.4 Section 2.1
Gouvernance des risques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Principes de gouvernance du Groupe (schéma de synthèse) ▪ Rapport du Président sur le gouvernement d'entreprise ▪ Rapport du Président sur le contrôle interne et la gestion des risques ▪ Principes de pilotage des risques (schéma de synthèse) ▪ Risque de crédit ▪ Risque de marché ▪ Risque opérationnel 	60 71 107 135 151 174 181	Section 3.1 – 3.2
Culture risques	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation et gouvernance du dispositif de gestion des risques ▪ Le programme « Enterprise Risk Management » 	135 137	
Chiffres clés des métiers	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chiffres clés Groupe ▪ Description des métiers ▪ Chiffres clés des risques 	5 9 124-125	Section 4.1.2
Dispositif de stress-tests	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Description générale ▪ Stress-tests de crédit ▪ Stress tests des risques de marché 	138 152 178	
Exigences de capital	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Exigences de fonds propres par type de risque 	147	
Rapprochement des données comptables et prudentielles	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapprochement du bilan comptable et du bilan prudentiel ▪ Rapprochement du capital comptable et du capital prudentiel 	141 145	
Évolution du capital prudentiel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Graphique rapprochement du capital ▪ Tableau 	52 146	Section 4.1.3
Information sur les mouvements du capital prudentiel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Commentaire qualitatif, complétant les tableaux détaillés 	149	
Répartition des encours pondérés par métier	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Graphique ▪ Informations complémentaires dans les analyses par type de risque (crédit, marché, opérationnel, etc.) 	125	Section 4.1.2
Tableau des RWA par méthode de calcul	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Encours pondérés du Groupe 	147	Section 4.3
Tableau des risques de crédit par portefeuille bâlois	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Information publiée dans la première actualisation du Document de référence 2014 	-	
Analyse des mouvements des RWA et besoins en fonds propre	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tableau risques de crédit (synthèse) ▪ Tableau risques de marché (synthèse) ▪ Tableau risques de marché (VAR par type de risque et évolution des exigences en fonds propres) 	147-148 147-148 177 ; 180	Section 4.3
Back testing	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Risque de crédit ▪ Risques de marché 	156 175	
Réserve de liquidité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Commentaire qualitatif et quantitatif ▪ Note méthodologique 	193 44	Section 4.4.2
Refinancement	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Financements collatéralisés (hors pensions livrées et prêts / emprunts de titres) 	193	

Recommandations	Détails	Page DDR	Troisième actualisation
Bilan par échéances contractuelles	▪ Passif et hors bilan : note 32 aux états financiers consolidés ▪ Bilan	350 195-196	
Stratégie de refinancement	▪ Situation d'endettement du Groupe, politique d'endettement ▪ Stratégie de refinancement	52-53 191-192	Section 2.2.1 Section 4.4.1
Analyse de la VAR		175-177	Section 4.3
24-25 Principes de modélisation des risques de marché	▪ Organisation et gouvernance ▪ Méthodes d'évaluation et d'encadrement des risques ▪ VAR et contrôle de la VAR ▪ Stress-tests, scénarii et résultats	174 175 175-177 178-179	
Structure du portefeuille de crédit	▪ Chiffres clés ▪ Structure du portefeuille	157 157-159	
Politique de dépréciation	▪ Note 1 aux États financiers consolidés	282	
Provisions et dépréciations de crédit	▪ Politique de crédit ▪ Données quantitatives	151-153 159-160	
Mouvements de provisions et dépréciations	▪ États financiers consolidés, note 23	336	
Informations relatives aux sûretés et mesures de réduction des risques de contrepartie	▪ Couverture des risques de crédit : garanties et collatéraux, dérivés de crédit, mesures d'atténuation du risque, assurances crédit	154-155	
Autres risques	▪ Description : typologie des risques ▪ Pilotage (synthèse) ▪ Risques opérationnels ▪ Risques structurels de taux et de change ▪ Risque de non-conformité, de réputation, risques juridiques ▪ Risques liés aux actions ▪ Risques stratégiques ▪ Risques liés à l'activité ▪ Risques liés aux activités d'assurance ▪ Risques environnementaux et sociaux	126 135 181 186 197 205 207 207 351 215	Section 4.5
Analyse des pertes liées au risque opérationnel	▪ Données quantitatives ▪ Risques et litiges	184 202	Section 4.5